

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Propos antinationalistes

Roger HAGNAUER

Les fabricants d'illusions

Louis MERCIER

L'arrêt du "boom"

Robert LOUZON

Au C.C.N. de la C.G.T.-F.O. :

Fidélité à la Chartes d'Amiens

Un délégué

Le singulier parti socialiste italien

Antonio CARBONARO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 106 - Juin 1956

Propos antinationalistes R. HAGNAUER
Planisme et bureaux d'études pour l'Afrique
du Nord SINBAD LE MARIN

Le singulier parti socialiste italien A. CARBONARO
Les fabricants d'illusions L. MERCIER

Notes d'économie et de politique :

L'arrêt du boom. — L'anéantissement de la
matière et la détérioration internationale. —
Carnet du massacre. — Les à-côtés du
massacre.

Appel aux syndicalistes de la région pari-
sienne.

Au comité confédéral de la C.G.T.-F.O.

Le congrès de l'Union des syndicats F.O. de
la région parisienne.

Lettre de Tunis J.-P. FINIDORI

Parmi nos lettres

Gallienne (Damas); Nenert (Haute-Vienne);
Polito (Alger).

Syndicalisme libertaire et démocratie.

Cercle Zimmerwald.

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se referra le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Peloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

PROPOS ANTINATIONALISTES

Nous avons souvent noté le caractère superficiel de l'internationalisme le plus bruyant et le plus brutal dans son expression verbale. C'est là que l'opposition entre la paille des mots et le grain des choses nous semble la plus redoutable. C'est là qu'il est le plus commode de répondre par des déclamations creuses aux objections concrètes.

Les ministres suivent les militants

Les voyages de Khrouchtchev et de Boulganine à Londres — de Guy Mollet et Pineau à Moscou justifient encore notre répugnance et nos appréhensions.

Cependant la seconde entreprise nous semble beaucoup plus décevante et dangereuse.

A Londres, pas de confusion. Le gouvernement conservateur de Sa Gracieuse Majesté reçoit les dirigeants réactionnaires de l'URSS. La classe ouvrière britannique ne figure pas dans la réception. Les travailleurs et des groupes importants de la jeunesse universitaire ont heureusement mêlé au « Welcome » officiel la franche démonstration du « Fair Play ». Les pointes des questions posées sur « le monde concentrationnaire russe » ont percé la rondeur et embrumé la cordiale bonhomie des deux ex-laquais sanglants du czar rouge. Héritage — quelque peu dévalué — des travailleurs londoniens jetant hors de leur taverne « le bourreau, fouetteur de femmes » de Hongrie, en 1855.

Il est vrai qu'à Moscou, André Philip, Marceau Pivert, Georges Altmann ont tenté — non sans courage — d'impressionner « les oreilles des murs de fronts fermés »... Il est vrai qu'ils ont certainement ouvert pas mal de brèches. Preuve nouvelle de l'inefficacité du système d'éducation totalitaire. Tout semble aligné sous le couvercle de plomb. Que celui-ci se soulève, et la pensée libre fuse en feu d'artifice.

Mais la confusion — certainement voulue — résulte de la succession des deux voyages : celui des militants socialistes, celui des ministres socialistes. Pour le public ouvrier, l'un prépare l'autre, les succès de celui-ci dépendent des effets de celui-là. Les ministres n'ont pas conclu favorablement, parce que l'on n'a pas sérieusement envisagé la réunification des Internationales. Et M. Tout le Monde socialiste ne rejette pas toute la responsabilité de l'échec sur les Soviétiques.

Lamentable aberration de politiciens ! Qu'y a-t-il de commun entre le parti communiste et les syndicats soviétiques — même déstalinisés, même relégués — et les partis socialistes d'Occident et les syndicats même platement réformistes et corporatifs ? La doctrine ? Le marxisme épuré du stalinisme ? J.-P. Sartre le dit et Daniel Guérin le confirme. Il faut oublier le passé... « *L'avenir, c'est la libération de la pensée marxiste et du mouvement ouvrier* » (Guérin, dixit). On espère que Guérin bouffonne en accordant à J.-P. Sartre le bénéfice « d'une honnêteté lumineuse et éclatante ». On veut bien rigoler avec lui... mais pas trop longtemps.

Il n'y a pas de pensée marxiste dans les milieux dirigeants de l'URSS. Il n'y a pas d'organisation ouvrière libre. Il n'y aura d'espoir socialiste en URSS que lorsque le système aura éclaté et lorsque la lutte de classes s'affirmera dans les entreprises. La grève de Vorkuta a infiniment plus d'importance pour nous que les confessions et les amabilités de K. et de B., que les gloses et les co-

gitations des Sartre et des Guérin... français et russes...

A Moscou, on chausse toujours les bottes des czars...

On nous rendra cette justice que nous n'avons jamais accepté la théorie des deux blocs... ni marché dans l'histoire des croisades idéologiques. Il y a certainement une sincère aspiration des syndicalistes et libéraux américains à une évolution du monde s'accomplissant sous le signe de la liberté. Il y a — chez les trotskystes ou assimilés, peut-être exclusivement — une tendance également sincère au développement d'un communisme autoritaire. Seulement ni les uns, ni les autres ne mènent le jeu. Les businessmen des Etats-Unis représentés par Foster Dullès, et les politiques soviétiques ne tirent des idéologies que des artifices de propagande, des mythes auxquels ils ne croient pas. Ceux-là restent orientés par un « isolationnisme » qui peut fort bien s'allier avec des ambitions asiatiques impérialistes. Ceux-ci ne semblent pas encore fixés, parce que la lutte des clans — représentant l'Armée, la bureaucratie technocratique ou l'appareil du Parti — n'a pas abouti soit à un nouveau monolithisme césarien, soit à une normalisation des rapports entre des classes sociales solidement constituées. Aussi s'en tiennent-ils tout simplement à la vieille politique impériale russe, que Staline a héritée des czars. Ce qui est impensable, c'est que celle-ci puisse encore réussir. Peut-être tout simplement parce que l'Europe par ses nationalismes demeure politiquement réactionnaire, alors même que son économie subit — avec plus ou moins de retard — le progrès des techniques.

L'URSS s'orientait-elle vers l'Asie, maintenant-elle les traditionnelles revendications russes sur le Proche-Orient et Constantinople ? C'est probable. *Mais ce qui est certain c'est que demeurent ces deux constantes : la colonisation de l'Europe balkanique et centrale — l'exploitation du conflit franco-allemand.*

C'est, en effet, la question allemande qui demeure le plus sûr critère du pacifisme soviétique. Même l'indépendance des « satellites » dépend dans une large mesure de la solution de cette question. Une Allemagne unie et libre jouerait par son seul dynamisme économique, le rôle d'un pôle attractif, d'où émaneraient les lignes de dissociation de l'empire stalinien. Il convient donc de maintenir l'Allemagne de l'Est sous la dictature d'un appareil qui se nationalisera davantage mais qui gardera la structure stalinienne. C'est bien ainsi que des observateurs avertis interprètent les résultats de la troisième conférence du *Parti socialiste unitaire* qui s'est tenue à Berlin-Est du 24 au 30 mars 1956.

L'utilité du péril allemand

Les ex-staliniens se gardent bien d'abandonner le mot d'ordre de l'Unité allemande. Mais ils entendent le lancer en le liant à celui du « désarmement » ou plutôt à celui de la rupture préalable de l'Allemagne fédérale avec l'alliance atlantique. C'est évidemment au parti social-démocrate de l'Ouest qu'ils s'adressent. Mais ils ont compris que soumettre l'unité allemande à des conditions préalables, c'est nier en fait l'égalité des droits de tous les Etats, c'est fournir au nationalisme allemand

l'aliment substantiel qui a nourri l'hitlérisme de 1923 à 1933.

Or, Pineau et Guy Mollet dans leurs déclarations des 3 mars et du 1^{er} avril ont accepté implicitement une révision de la politique atlantique qui s'orienterait vers le préalable soviétique : *désarmement avant unité*. Et nos gobe-mouches se laissent séduire par cette déplorable illusion. Ainsi ce seraient les armements allemands — dans la République fédérale à peine en voie de réalisation — qui empêcheraient le désarmement général. Ce serait le péril allemand qui menacerait la sécurité de l'URSS et la paix européenne ?

On ne peut sérieusement se baser sur des réalités présentes pour justifier l'inquiétude des héritiers de Poincaré et d'Iswolsky. Il s'agit de prévoyance justifiée par les enseignements du passé. A qui veut sérieusement se livrer à cet examen rétrospectif, il faudrait offrir autre chose que de grossières images d'Epinal. En 1914 comme en 1939 la guerre fut bien justifiée du côté allemand par la nécessité de briser ou de prévenir l'encerclement et l'isolement de l'Allemagne. Il faut encore répéter que le triomphe d'Hitler a deux causes essentielles : *le diktat de Versailles et la crise mondiale de 1930 « gelant » les capitaux américains en Allemagne*.

Il ne semble pas que le parti social-démocrate allemand soit immunisé contre les tentatives de rapprochement du parti socialiste unitaire de l'Est. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on constate dans son sein des relents de nationalisme. Mais ce qui paraît établi, c'est que les appels de l'Est sont entendus dans les partis de Bonn dominés par les clans industriels, la grande bourgeoisie et les militaires. Ce n'est paradoxal qu'en apparence. L'alliance des deux empires s'inscrit dans l'héritage de Bismarck et d'Hitler... même de Guillaume II.

Si l'on admet, malgré tous les bavardages sur le désarmement, que le but de Moscou c'est la rupture entre l'Allemagne et les puissances atlantiques, l'hypothèse d'un nouveau pacte germano-soviétique — cause implicite et effet plus ou moins rapide de l'unité allemande — n'est pas à exclure. Cela dépend pour une bonne part de la persistance ou de la résurrection de la politique française menée par Poincaré de 1912 à 1914 sous le double signe de l'encerclement de l'Allemagne et de l'alliance franco-russe.

L'autre Munich

Or, un des facteurs les plus importants de cette politique, c'est le regroupement contre l'Allemagne, des Slaves de l'Europe centrale. Le voyage de Tito à Paris en est peut-être un indice. Le passage de Pineau à Prague, au retour de Moscou, en est un autre.

On notera avec intérêt l'éditorial du *Monde* du 26 mai 1956 :

« ... Mais l'accueil fait à M. Pineau, la façon dont, à Prague, on présente une visite prochaine de M. Siroky à Paris, ne répondent pas seulement à des mobiles de politique intérieure. Malgré les remous de l'Histoire, la France a gardé en Tchécoslovaquie un immense capital de prestige et si Munich a laissé d'amers souvenirs, on ne peut néanmoins oublier que notre pays fut le parrain et longtemps le soutien le plus fidèle de la jeune république tchécoslovaque ».

Le coup de Prague de 1948 « a sans doute coupé les ponts entre la Tchécoslovaquie et l'Ouest... », tandis que la France resserrait ses relations avec ses alliés du pacte Atlantique. Cependant, la Tchécoslovaquie redoutait particulièrement « le réarmement de l'Allemagne, y compris celui de l'Allemagne orientale, et suivait avec beaucoup d'intérêt la longue résistance dont fit preuve notre pays avant d'y

consentir ». Et la Tchécoslovaquie « *traditionnellement rassophile et francophile, attend comme la Pologne que la France joue un rôle médiateur au sein de l'alliance atlantique, comme ces deux pays en jouent un à l'intérieur du pacte de Varsovie* ».

Cette dernière hypothèse relève d'une incurable naïveté ou d'une imposture scandaleuse. S'imaginer que les fantoches de Prague et de Varsovie peuvent s'offrir le luxe d'une politique relativement indépendante à l'égard de Moscou... c'est abuser des illusions de ses lecteurs. Ce que nous disions de la Russie se révèle encore plus exact pour les pays colonisés. Il n'est pas impossible que la « déstalinisation » aboutisse à une libération partielle des « démocraties populaires ». Mais il faudrait préalablement que le système s'écroulât et que ses hommes disparaissent.

Il n'est pas question de sous-estimer le peuple tchèque. Nous n'aimons guère les « stéréotypes nationaux » ; nous voulons voir les hommes et les classes sociales à travers les écrans nationaux. Mais si nous admettions une exception, ce serait en faveur du peuple tchèque. Le mépris de Marx pour la Bohême n'est préjudiciable qu'à la mémoire du prophète. Nous admirons au contraire cette volonté d'indépendance que les oppressions successives n'ont pas entamée. Nous classons le vieux Masaryk parmi les plus grands des hommes d'Etat de l'entre-deux guerres. Et nos contacts personnels avec des amis tchèques nous laissent l'impression réconfortante que la résistance au stalinisme — comme à l'hitlérisme — a été plus vive et plus efficace en Tchécoslovaquie que partout ailleurs.

Mais il y a le peuple tchèque et l'Etat tchécoslovaque, création assez artificielle des négociations de Versailles. Il y a la Bohême, bastion de la liberté... Il y eut aussi une entreprise menée en Europe centrale, sous la double influence de la germanophobie fébrile d'universitaires chauvins et de la boulimie irrésistible du Comité des Forges et de la maison Schneider.

Que nos amis tchèques s'emploient donc comme nous à liquider définitivement et complètement l'héritage de Versailles et de Munich, c'est-à-dire qu'ils recherchent — comme nous — tout ce qui peut favoriser l'entente avec le peuple allemand.

Car Munich ne fut que la conclusion du processus ouvert à Versailles en 1919. Là encore — pour l'avant-dernière fois — Hitler a repris des revendications allemandes, que les socialistes allemands et autrichiens, les moins suspects de nationalisme, avaient formulées dès 1919. On n'a pas voulu résoudre, avant Hitler, le problème de la population allemande du pays des Sudètes. Hitler l'avait résolu à Munich. Mais ce qui le justifie — hélas ! — a posteriori c'est que les vainqueurs de 1945 l'ont résolu avec une brutalité supérieure à la sienne — ce qui paraît inimaginable — par un transfert de populations accompli dans des conditions abominables. Un mémorialiste raconte — avec quelque humour noir — que le général soviétique commandant l'armée d'occupation en Allemagne du Sud se plaignait d'avoir à « habiller » les Allemands chassés tout nus du pays des Sudètes où leurs familles étaient installées depuis plusieurs générations. Cette terrible revanche de Munich explique sinon Munich, du moins la résignation à Munich.

D'ailleurs ce propos de l'éditorialiste n'est certainement pas inspiré par des représentants qualifiés du peuple tchèque. Depuis Munich, il y a les deux coups de Prague, celui de Hitler en 1939, celui de Staline en 1948. Non, l'inspiration est moins franche, moins directe, l'allusion plus savante. Par Munich on croit symboliser l'accord franco-allemand, contre la Tchécoslovaquie, sans aucune participation de l'URSS. Ce qui éclaire le « contre-Munich ».

Une nouvelle « Petite Entente » : Tchécoslovaquie, Pologne, Yougoslavie, France... contre l'Allemagne, sous l'euphémisme de la prévention du danger allemand. Et cette fois, l'URSS participe. Indirectement par ses vassaux. Directement par le racolage des politiciens et des hommes d'affaires français.

Les trous d'obus allemands

Des propos euphoriques à parfum de champagne et de vodka échangés à Moscou, retenons un souvenir de Mikoïan. Lors d'un voyage à Reims, il se serait étonné des trous d'obus non rebouchés le long des murs de la cathédrale. « Nous aurions pu tout restaurer, lui aurait répondu l'évêque, mais nous avons voulu garder les traces du bombardement allemand. » C'est tout... Il ne manque à cet écho que les célèbres larmes qui fleurissaient pendant l'autre guerre à chaque écho de *l'Intran*...

Mais une fois de plus Mikoïan a donné le ton. Les trous d'obus de Reims, les souvenirs amers de Munich, l'indignation patriotique et spectaculaire de M. Claude Bourdet se dépouillant publiquement de ses décorations, après le vote des accords de Paris, la célébration de la victoire de Verdun, alors qu'il y a vingt ans, les anciens combattants français et allemands évoquaient ensemble le massacre de Verdun... tout cela concourt à maintenir la « psychose » du danger allemand, la figure apocalyptique de l'Allemagne éternelle, éternellement menaçante.

On assure que les entretiens de Moscou n'ont abouti à aucun résultat. C'est que Mollet et Pineau voulaient obtenir sur l'Algérie une phrase aussi dynamique que celle recueillie par Laval en 1935 de la bouche de Staline qui déclarait « *comprendre et approuver la politique française de défense nationale* ». Une phrase qu'on aurait envoyée dans les dents des cocos de France.

C'est raté. On a ergoté autour des termes du communiqué officiel. C'est que les gens de Moscou ne donnent rien pour rien. Si les Français avaient consenti en échange à avaliser quelques formules propres à troubler les vacances d'Adenauer, Boulganine et Khrouchtchev auraient sans doute sacrifié les rebelles algériens, dont ils se contrefichaient, tout en prodiguant de bonnes paroles aux Arabes du Proche-Orient qu'ils veulent gagner. Nos ministres risquaient gros en s'engageant aussi nettement.

Mais si les mots manquent, les gestes demeurent : la visite de Tito, la rencontre de Moscou, le voyage à Prague, tout cela suffit pour entretenir la méfiance. Les socialistes allemands en tireront peut-être quelque avantage, dans leur opposition à Adenauer. Ils veulent démontrer — c'est de bonne guerre — qu'ils obtiendraient de meilleurs résultats quant aux possibilités de réunification. Que l'on ne s'y trompe pas cependant. Sur le principe du réarmement de l'Allemagne — les autres nations restant armées — ils sont d'accord avec les autres partis allemands. Car la résurrection du nationalisme allemand n'est nullement liée au problème général du désarmement — mais dépend de la politique d'isolement de l'Allemagne ou seulement de la « spécialisation » du cas allemand. On n'a pas plus le droit de ruser en cette affaire que dans la liquidation du colonialisme.

L'Allemagne doit-elle retrouver son unité ? Celle-ci ne doit-elle pas naître d'une libre consultation du peuple allemand ? Il faut répondre nettement, sans incidente ou formule restrictive.

Un plan général de désarmement peut-il être discuté et adopté par toutes les nations, sans exception ? Si l'on répond oui à ces trois questions, on opte pour la seule solution digne du socialisme international. Et les voyages à Londres, à Moscou,

à Prague et à Belgrade deviennent de simples visites de politesse, dont on peut éviter la charge financière.

Nous sommes bien petits...

Ce qui dépasserait l'entendement, si l'on n'était résigné à tous les illogismes, c'est que certains — qui ne sont pas tous des neutralistes ou des cryptos — accordent facilement aux politiques russes la confiance qu'ils refusent spontanément aux politiques allemands.

Il ne faut pas reboucher les trous de la cathédrale de Reims — dont les tours furent utilisées comme observatoire militaire. Mais on rebouche bien facilement les trous dont le stalinisme est responsable. Des victimes allemandes de l'hitlérisme restent pour le Français moyen, des Allemands complices d'Hitler... et d'ailleurs suspects même si Hitler n'avait pas existé. Inutile de rappeler que l'Allemagne a payé cette fois, avant même que la capitulation soit acquise, une addition singulièrement lourde. Et que tous les grands chefs nazis, sans exception, ont été liquidés.

Il suffit au contraire aux chefs soviétiques de défigurer les cadavres de Staline et de Béria pour qu'on leur ouvre les bras. Oh ! avec plus ou moins de retenue. Daniel Guérin est obligé « *de se serrer les lèvres pour ne pas laisser échapper ce qu'il a sur le cœur...* », c'est-à-dire le « *drame d'une génération de marxistes antistaliniens dont la vie entière a été brisée...* ». Bien entendu, il s'agit uniquement des marxistes occidentaux laminés entre le stalinisme et l'anticommunisme bourgeois. Laminage dont le corps de Daniel Guérin est sorti heureusement intact.

Il n'est pas question des marxistes de Russie, d'Espagne, de l'Europe centrale à qui une liquidation définitive a évité les tortures du laminage intellectuel.

Il n'est pas question des masses non-marxistes, victimes de la collectivisation agricole, des plans quinquennaux, des massacres de l'Est en 1945, de l'ignoble écrasement de Varsovie accompli par Hitler et voulu par Staline, des enterrements collectifs de Katyn et d'ailleurs, des tragiques migrations de populations, des liquidations des colonies allemande, juive ou musulmane, des déportations massives, des camps de travail... Nous n'allons pas chercher chicane sur de tels détails à J.-P. Sartre, au maître des *Temps Modernes* (Guérin dit) qui pourrait nous répondre comme le Père Hugo (référence dont nous laissons toute la responsabilité et toute l'irrévérence à Guérin) : *Comme vous êtes petits !*

Il suffit de s'entendre. On est petit lorsque l'on reproche aux exécuteurs des volontés staliniennes des atrocités qu'ils ont accomplies, par ordre sans doute, mais sans hésitation, ni murmure.

On est grand, lorsque l'on dénonce l'impunité des petits exécutants nazis (en limitant d'ailleurs, et pour cause, ses observations à la République de Bonn), lorsqu'on veut maintenir le souvenir des déportations et de la Résistance, non pour juger un système et glorifier un exemple, mais pour entretenir la haine ou la défiance à l'égard de *tout* le peuple allemand.

Contre l'obéissance passive

Nous qui n'éprouvons aucune gêne à citer Hugo, nous lui reprenons le titre qui convient ici comme tête de chapitre : A l'obéissance passive.

Le problème qui s'est posé au procès de Nuremberg, à tous les procès d'épuration (lorsqu'il y eut des procès), au procès des soldats d'Oradour, se pose exactement dans les mêmes termes dans le processus de liquidation du stalinisme.

Dans toutes les affaires dites de « génocide », la culpabilité peut-elle s'étendre des responsables des ordres aux irresponsables de l'exécution ? En fait, c'est toute la discipline militaire qui est ébranlée dans son principe. Si vous refusez à un soldat (ou à un fonctionnaire d'autorité ou d'exécution) l'impunité pour des actes accomplis par ordre, vous lui accordez le droit de discuter tous les ordres, avant de les accomplir. Et comme il n'est pas possible de limiter la liberté de l'esprit, sans la nier en son essence, vous subordonnez le devoir militaire au consentement du citoyen.

Thèse que nous acceptons intégralement, de même que nous acceptons « le droit à l'insurrection » inscrit dans la Déclaration des Droits de l'Homme de 1793.

Thèse qui n'a pas été appliquée dans toute sa rigueur, lors de la Libération. Dans tous les cas d'ailleurs, son application aurait dû paraître monstrueuse à un juriste, car une loi ne peut avoir d'effet rétroactif. Mais thèse totalement abandonnée aujourd'hui, en France — thèse partiellement admise dans les pays anglo-saxons — thèse qui n'est codifiée que dans un seul pays : l'Allemagne fédérale.

Cela vous étonne ? On le comprend. La presse ne cesse pas de mettre en valeur la moindre rémission du pangermanisme ou du national-socialisme. Il serait abusif de nier ces séquelles nocives qui pourraient bien se prolonger en germes d'un néo-nationalisme, si le néo-poincarisme se développait chez nous.

Mais une information objective et intelligente accorderait une place beaucoup plus grande à l'expression d'un antimilitarisme spontané dans les classes populaires, conscient et sérieusement étudié dans les groupes politiques et intellectuels.

La loi militaire que le Bundestag a votée contre 20 opposants socialistes indisciplinés dans leur Parti a été l'objet de discussions d'autant plus longues et minutieuses qu'elle obligeait à une révision constitutionnelle. Elle contient deux amendements d'une grande portée.

D'abord la reconnaissance officielle de l'objection de conscience, dont aucun parlementaire français — à notre connaissance — n'a osé prendre la responsabilité.

Ce n'est là cependant qu'une disposition favorable à une petite minorité d'inspiration confessionnelle. Ce qui est formulé explicitement et nettement et qui s'applique à tous, c'est que « *le refus d'exécuter un ordre contraire à la dignité humaine, présentant un caractère criminel ou qui n'est pas donné dans l'intérêt du service ne constitue pas un acte de désobéissance* ». Robert Lacoste serait fort gêné si l'on accordait aux soldats d'Algérie le bénéfice d'une telle liberté.

Le Monde a heureusement d'autres rédacteurs que M. Beuve-Méry. On lira avec profit dans le numéro du 26 mai 1956 un article de M. Roland Delcourt consacré à la publication d'un ouvrage collectif allemand intitulé *la Toute-puissance de la conscience*, compte rendu des travaux d'un groupe d'études sur le complot des généraux du 20 juillet 1944. Ce qui paraît le plus significatif dans ce livre c'est la préface du Professeur Heuss, président de la République, et la reproduction du discours présidentiel, lors du dixième anniversaire du complot.

M. Delcourt indique que le jugement porté sur le complot permet de classer les Allemands. C'est à la fois trop large et trop restreint. Trop large pour les Allemands, car un patriote moyen — même hostile à Hitler — pouvait condamner une opération frappant à la tête, alors que les armées allemandes se trouvaient à la veille de la débâcle — alors que les Alliés, loin de favoriser l'opposition, maintenaient le mot d'ordre de *capitulation sans conditions*.

Trop restreint, car ce ne sont pas seulement les Allemands qui ont à prendre position sur « ce droit à la désobéissance », ce droit à la rébellion soutenu noblement par le président Heuss, qui en subordonnant aux impératifs de la conscience les obligations militaires et nationales, revigore la vieille tradition française : celle d'Armand Carrel combattant avec les républicains espagnols contre les troupes françaises de Louis XVIII — celle de Victor Hugo invitant les Mexicains de Juárez à résister aux soudards de Bazaine — celle même de Jacques Sadoul (Rome alors admirait ses vertus...) justifiant en 1918 l'action de l'Armée Rouge contre les régiments de Clemenceau.

Si l'ouvrage est traduit en français, il faut le faire lire à Guy Mollet, à Robert Lacoste, à Pineau...

Si l'ouvrage est traduit en russe, il faut le faire lire à Khrouchtchev, à Mikoïan, tous les ex-staliniens... Peut-être même faudrait-il le traduire en « sartrien » pour l'édification de Daniel Guérin !

De tels propos exciteront sans doute l'irritation ou le mépris des internationalistes de la tribu des « Nyaka »... de ceux qui se soulagent en paraphrasant la formule-clef universelle « N'y a qu'à faire la révolution — n'y a qu'à soulever le prolétariat internationaliste contre les deux blocs impérialistes — n'y a qu'à faire l'unité, en oubliant le passé ».

Nous voulons bien reconnaître que nos observations n'ont qu'une portée très limitée, qu'elles n'apportent pas de solution aux grands problèmes internationaux. Il s'agit simplement de déblayer le terrain, peut-être aussi d'estimer la qualité des divers internationalismes. Ne pas réserver à l'Allemagne un sort particulier, ne pas pratiquer de discrimination à l'égard d'un peuple quel qu'il soit. S'opposer à toute manœuvre diplomatique prolongeant la politique russe de division de l'Europe ; réduire les nationalismes européens et d'abord le nôtre ; ne pas admettre que les héritiers de Staline soient les premiers bénéficiaires de la liquidation du stalinisme... C'est peu. Il ne faut pas faire que cela. Mais il faut faire cela avant d'entreprendre tout le reste.

La France seule !...

S'il est une démonstration convaincante de la coexistence de préjugés nationalistes et d'idéologie internationaliste, ce sont bien les réactions provoquées par l'affaire algérienne.

La bourgeoisie française qui doit sa victoire de 1918, sa libération de 1944 et son salut d'après-guerre à d'efficaces interventions étrangères s'irrite violemment de la moindre allusion à sa politique africaine, qui ne soit pas une approbation sans réserves.

Les plus farouches partisans de l'Alliance atlantique exigent que celle-ci joue à plein en Algérie et ne tolèrent aucun contrôle de leurs alliés sur la répartition des forces françaises.

Les « Européens » affirment péremptoirement non que l'Europe doit se prolonger en Afrique (?) mais que l'Algérie « française » fait partie de l'Europe, au titre de prolongement de la France.

Sur le plan du droit international, ces prétentions sont proprement incompatibles avec la Charte des Nations Unies et en contradiction formelle avec la Déclaration internationale des Droits de l'homme. Faut-il répéter que l'adhésion à l'O.N.U. ne dépend pas de la volonté souveraine d'un Etat — que l'association implique des conditions d'adhésion dont l'examen incombe à l'organisme international, qui peut vérifier à tout moment si les conditions d'adhésion demeurent effectivement satisfaites.

Ces règles ont été violées dans les cas de l'URSS, des démocraties populaires, de l'Espagne fran-

quiste. Parce que l'URSS et les Etats-Unis l'ont voulu. La force a primé le droit. La France seule est-elle assez forte pour imposer sa souveraineté en Algérie ? Ce n'est pas certain. Mais ce qui est certain, c'est que cela ne dépend pas d'une justification historique ou morale — et lorsqu'on refuse le débat contradictoire, les arguments perdent toute valeur.

Social-nationalisme

Mais après tout le bourgeois français — surtout le petit bourgeois — n'est pas obligé de sortir de la nation, ce qui équivaldrait pour lui à se déraciner publiquement. On pouvait espérer un autre langage chez des socialistes dont le parti n'est par son origine qu'« une section de l'Internationale ouvrière ».

Même les plus clairvoyants — ceux qui veulent appliquer aux musulmans les règles du Droit français — admettent difficilement « l'intervention étrangère ». Jaurès, dont l'autorité dans ce débat a été récusée par Guy Mollet, écrivait : « Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale — beaucoup de patriotisme y ramène. » Cela ne correspond peut-être pas aux idées-forces du marxisme. Mais cela témoigne d'un « humanisme », héritage de la Renaissance et des philosophes du XVIII^e siècle que Lamartine traduisait encore par ce vers célèbre :

Je suis concitoyen de tout homme qui pense.

On est aussi loin de cette communauté des citoyens du monde que de l'Internationale ouvrière. Si blâsé que l'on soit, on peut encore être surpris par le ton du discours de Lacoste au Sénat. « Nous avons presque tout le monde international contre nous... C'est très bien. La France résoudra seule des problèmes exclusivement français. » Bluff, sans doute ! Démagogie parlementaire, certainement !

Mais ce qui est grave, c'est que justement on puisse aujourd'hui user de cette logomachie nationaliste pour assurer le prestige d'un gouvernement socialiste.

L'expulsion d'Irving Brown

Etonnez-vous après cela que l'agression de Lacoste contre Irving Brown ait été si facilement tolérée, probablement approuvée plus ou moins discrètement par de bons camarades de la gauche de F.O. « Vous avez vu, hein, comme il l'a sonné... malgré ses dollars... « le grand corrupteur »... »

On en reparlera un de ces jours, plus à loisir. Non pour défendre Irving Brown qui n'a guère besoin de nous et que nous pourrions compromettre... gratuitement. Mais pour rappeler à quelques-uns qu'il est des silences déshonorants et que si Irving Brown est un « grand corrupteur » (*sic*), sa « clientèle » comprend pas mal de petits (oh ! tout petits) corrompus.

A pas mal d'autres : que les vertus tardives ne confèrent qu'un prestige relatif — que Irving Brown n'a jamais rien dissimulé de ses tendances et de ses desseins, qu'il est normal que l'A.F.L. s'efforce de contrarier la torrentielle propagande totalitaire — et que si les « averses » (!) de dollars américains n'ont pu fertiliser des terrains pierreux, elles n'ont pas noyé des consciences quelque peu flottantes.

Mais dans l'affaire algérienne, c'est outrager la vérité et l'honnêteté que d'attribuer à Irving Brown la responsabilité de mouvements indigènes dont l'origine remonte au moins à trente ans (l'Etoile nord-africaine fut fondée en 1926 par Messali Hadj). Nous avons déjà entendu qualifier de « fondation américaine » l'U.G.T.T., héritière de la C.G.T. tunisienne organisée par Finidori et ses amis en 1925.

Il est peut-être contraire à la règle que l'U.G.T.A. (Union Générale des Travailleurs algériens) de-

mande son adhésion directe à la C.I.S.L., alors qu'il ne doit exister qu'une centrale nationale. Il est sans doute regrettable qu'on ne puisse unir les travailleurs européens et africains dans les mêmes syndicats. Nous n'ignorons pas les louables efforts tentés par Manchon (secrétaire de l'Union de Constantine) pour libérer le mouvement des préjugés colonialistes et racistes. Mais c'est tout le problème dont la tragique urgence impose d'autres solutions que des entreprises militaires et des « verboten » juridiques.

La C.I.S.L. ne provoque pas de scission en tenant compte de l'existence, hors des syndicats dirigés par des Européens, de syndicats fondés par les travailleurs indigènes — que d'autres voudraient enrôler dans des formations « totalitaires ».

En lui refusant tout droit d'intervention, même d'enquête en Algérie, on récuse un juge dont on craint l'impartialité, et l'on bafoue la solidarité internationale.

Un Dominion algérien ?

Au reste, ce ne sont là peut-être que des artifices de procédure. Car la réaction de quelques syndicats F.O. d'Afrique du Nord (surtout de services publics) contre la résolution du C.C.N. de la C.G.T.-F.O. prouve que l'on n'accepte une autorité que si on la sait favorable.

Mais les représentants des Unions F.O. d'Algérie au cours d'une conférence de presse tenue à Paris le 8 mai se sont affirmés pour une solution qui appelle l'attention. En fait nos camarades réclament pour l'Algérie une sorte d'autonomie politique, qui l'assimilerait à un véritable Dominion, avec même l'obligation pour le gouvernement français de consulter les ministres algériens, avant toute initiative relative à l'Algérie sur le plan des relations extérieures. Il serait donc tout fait normal dans ce cas qu'une centrale syndicale algérienne adhérât directement à la C.I.S.L., comme les syndicats d'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande sont indépendants des Trade Unions britanniques.

Ainsi nous souhaitons la formation de nouvelles nations, alors que nous nous élevons contre l'contestable recul de l'idée internationaliste.

Contradiction qu'expliquent tout simplement les retards que la résistance passive et active de vieux nationalismes opposent à l'évolution des peuples économiquement et socialement retardés.

Paternalisme socialiste

Ce n'est pas par hasard ou par malveillance sordide que Robert Lacoste mène sa politique actuelle. Nous ne voulons pas dissimuler que nos rencontres passées — nos fréquentes controverses — ne nous laissent de lui aucun souvenir avilissant. Humainement nous pouvons déplorer son rôle actuel de proconsul marchant dans le sang. Mais nous pouvons fort bien l'expliquer. Venu au syndicalisme et au socialisme par l'organisation des Fonctionnaires, il se veut naturellement le représentant ou même la personnification d'un Etat à la fois autoritaire et paternaliste, liquidant les révoltes, brisant les oppositions, accordant aux sujets soumis et zélés, les faveurs et les privilèges.

C'est au fond la conception de pas mal de petits fonctionnaires d'Algérie — démocrates et socialistes en France — qui auraient bien voulu traiter les indigènes, comme les bons maîtres sudistes de *Autant en emporte le vent* traitaient leurs esclaves noirs. Il est possible que Lacoste les entende avec plus de complaisance que les gros colons.

Que l'indigène algérien comme le noir américain revendique la liberté et les responsabilités du citoyen, le droit de revendication du prolétaire, et la bonne volonté de ces socialistes de la Métropole se mue en la hargne vengeresse de bienfaitresse méconnus.

Roger HAGNAUER.

Planisme et bureaux d'études pour l'Afrique du Nord

Nous avons vu précédemment que l'organisation des nouveaux Etats nord-africains devrait commencer par la prise en main des services publics et la réforme agraire afin de remettre aux habitants des ex-colonies la direction de toutes leurs administrations et la propriété de leur sol, sol qui devra être exploité par de petits propriétaires sans intervention du capitalisme, que celui-ci soit privé ou d'Etat, la source des vivres devant rester à l'abri de toutes mesures d'autorité.

Cela fait, il faudra s'employer à ce que les 10 à 20 millions de Nord-Africains, qui ne renferment jusqu'ici que de 1.500.000 à 2 millions de consommateurs au sens moderne du terme, deviennent des êtres complètement évolués. Si un apport massif de producteurs et de consommateurs se produit ainsi dans les dix années qui viennent, ce serait la plus belle contribution qui puisse être apportée à l'équilibre de l'économie mondiale ainsi qu'à la prospérité même de la France. Mais cela nécessite, au départ, l'indépendance de ces pays, la disparition de la grande propriété rurale et l'abolition des privilèges, choses qui sont à accomplir par les révolutionnaires.

Quant à la modernisation de ces territoires au moyen de leur équipement technique, elle doit être l'œuvre des grands administrateurs que ces pays auront à recruter **chez eux**, et qui auront à remplir le rôle qui fut joué en Europe par les capitaines d'industrie, mais en allant plus vite qu'eux et en gaspillant moins de richesses du fait que la marche à suivre sur le plan technique a été tracée et définie par le capitalisme et qu'on n'a plus à faire de mises au point.

Cet équipement technique devra principalement être assuré par le moyen du planisme et des bureaux d'études.

Prenons un exemple.

Le Sud tunisien, qui a été jusqu'ici négligé parce que son climat ne convenait pas aux colons européens, doit être équipé.

Il appartient au planisme de définir quelles sont les opérations d'une rentabilité certaine qu'un Etat pauvre doit commencer par y entreprendre comme comportant le moins de risques ; par exemple : inventaire des terres arables, recherche des cultures appropriées, reboisement, industries extractives, industries locales de transformation.

Les archives administratives réunissent déjà les éléments nécessaires pour la poursuite de ces études, mais rien ne pourra être entrepris avant que cette région ne soit dotée de la possibilité d'employer commodément l'énergie motrice qui permettra de forer, de pomper, de faire tourner les machines, etc., sans qu'il soit nécessaire, dans chaque cas, de créer un centre nouveau de production énergétique. C'est là le grand problème de l'« électrification », celui que se posa avant toute autre chose la Russie lors de son industrialisation et dont les vieux militants se souviennent pour en avoir eu les oreilles rebattues au cours des années allant de 17 à 30.

Le planisme ayant déterminé les besoins immédiats en énergie, prévu les extensions de ceux-ci et mis au point le financement de l'opération, une grande centrale thermique serait à édifier, à Sfax par exemple, ayant pour premier objet d'alimenter toutes les mines de phosphate de la région de Gafsa, qui fonctionnent actuellement avec des moteurs Diesel consommant des huiles de pétrole d'un prix élevé qui

exigent une grosse sortie de devises — et aussi éventuellement les moyens de transport du phosphate.

Ensuite, viendra la satisfaction de tous les besoins révélés par le plan, et peut-être l'équipement des « chotts » ou « sebkhas » de Zarzis d'où l'on peut tirer les mêmes produits que de la Mer Morte ; jusqu'ici le colonialisme n'a su utiliser ces lacs salés que pour distribuer des sinécures à Tunis et faire des trous dans le budget.

Tous ces équipements peuvent cependant aussi bien faire la ruine de la Tunisie que sa prospérité, cela dépendra de la façon dont ils seront réalisés. L'industrialisation de l'Argentine, par exemple, avec Péron, a causé la ruine du pays. Aux Indes, au contraire, l'industrialisation se montre comme le sceur d'une situation que les Anglais avaient laissée dans un état désespéré.

Cette différence provient de ce que, dans le premier cas, les projets ont dépassé la mesure des possibilités du pays et que de grands investissements ont été effectués sans rentabilité possible, tandis que, dans l'autre, la démagogie étant absente, l'industrialisation a pu être conduite de manière à réduire dans une mesure raisonnable et non risquée les importations qui pesaient sur la balance commerciale, à produire des marchandises d'exportation permettant des échanges, à augmenter les biens de consommation nécessaires au pays, ou simplement à réduire leurs prix de revient. Aussi, une fois le plan dressé, son exécution doit être mise sous le commandement et la responsabilité de « bureaux d'études » ; c'est en cela que réside, en grande partie, les raisons d'échec ou de succès du plan.

Pour bien comprendre, prenons le cas de l'aménagement d'une grande centrale à Sfax et de l'établissement d'un réseau d'électricité couvrant tout le Sud tunisien.

Ce qui importe, au départ, c'est que le bureau d'études qui ordonne le travail, demeure, dans tous les cas, le maître de la conduite des opérations, qu'en aucunes circonstances, il ne remette les travaux à faire entre les mains d'un entrepreneur général pourvu d'un mandat général.

La fonction du bureau d'études consistera, après qu'aura été reçue du service de planification notification de la puissance à donner immédiatement à la centrale et des accroissements de puissance qui devront être prévus, à déterminer la nature du combustible à utiliser, à faire choix d'un matériel approprié, puis à traiter avec un entrepreneur auquel sera remis un devis comportant une nomenclature détaillée et auquel il sera imposé de sous-traiter sur place tout ce qui pourra être effectué par l'industrie locale afin d'aider celle-ci à prendre son essor, par exemple : bâtiments, cheminées, tuyauteries, silos, etc.

Il faudra également que le bureau d'études apprenne à vérifier les prix qu'on lui demande, par un quadrillage en poids des différents chapitres du devis, afin de mettre le pays à l'abri des prix surfaits ; il lui faudra aussi apprendre à distinguer les techniques nouvelles (mais éprouvées), des techniques anciennes, car les pays semi-coloniaux sont un terrain de choix pour l'écoulement des vieux rossignols.

L'énumération de ces tâches est simple, mais leur accomplissement exige un travail considérable. Le Japon, hier, et la Chine, aujourd'hui, doivent leur essor technique à la perfection de leurs bureaux de planification et d'études ; pour les seules questions

d'électronique, les Chinois ont installé à Tien-tsin un bureau d'études qui occupe 30 ingénieurs.

Ces bureaux d'études constituent aussi d'excellentes pépinières d'industriels, car l'édification de grandes entreprises avec le contrôle pratique de leur exécution et de leurs incidences financières est la meilleure école pour capitaines d'industrie.

Mais toutes ces fonctions sont interdites aux sujets coloniaux ; quant aux pays semi-colonisés, les grands constructeurs occidentaux leur disent : « Ne vous occupez de rien, je vous fournirai, sans aucuns tracasseries pour vous, une usine donnant tant de kilowatts, moyennant une consommation de tant de tonnes de combustible, pour un prix de tant. » Mais la création dans ces conditions d'une telle usine n'est d'aucun enseignement et d'aucun profit pour l'économie locale. En outre, le vague des termes du marché étant considérable, le fournisseur peut facile-

ment prendre un super-profit en grattant sur l'épaisseur des tuyaux, la qualité des vannes, la nature des accessoires, etc. ; c'est ce qui s'appelle les « finesses du métier ». Ce sont de telles finesses qui, en partie, ont amené la catastrophe de Péron. Mais en Russie, au Mexique, aux Indes, on les a évitées en créant d'immenses bureaux d'études.

L'Afrique du Nord se devra de créer des bureaux d'études pour :

l'hydraulique,
l'habitat,
l'énergie,
la mécanique,
la chimie.

Et ces bureaux deviendront des facteurs essentiels de l'indépendance économique de l'Afrique du Nord.

SINBAD LE MARIN.

LE SINGULIER PARTI SOCIALISTE ITALIEN

Le Parti Socialiste Italien continue à se singulariser. Seul parti européen à n'avoir pas adhéré à l'Internationale des partis social-démocrates occidentaux, il ne s'est jamais rallié au Kominform. C'est un parti totalement isolé. Les seuls liens internationaux qu'il conserve sont les rapports formels d'organisation qui le lient à sa représentation syndicale au sein de la C.G.I.L. (Confédération Générale Italienne du Travail) et, par cet intermédiaire, à la Fédération Syndicale Mondiale.

Les syndicalistes social-démocrates, catholiques, occidentalistes qui, il y a quelques années, rallièrent la Confédération Internationale des Syndicats Libres, critiquent vivement les syndicalistes socialistes italiens et les invitent à un acte de courage et d'indépendance qui briserait leur alliance avec la C.G.I.L. et consacrerait la rupture entre P.S.I. et P.C.I. Les récriminations se font plus amères encore depuis qu'a éclaté la crise du Parti communiste soviétique. N'était-ce pas là, pour Nenni, le moment de saisir la balle au bond et de provoquer la dissolution d'une alliance infamante en se déchargeant de toute responsabilité sur un allié affaibli et humilié ? Pour quelle raison ne l'a-t-il pas fait ? Pourquoi ne le fait-il pas ? Qu'attend-il ?

Evidemment, ces reproches, ces objurgations, voire ces encouragements ne sont pas tous à prendre en considération, soit par nous, soit par les socialistes nenniens. Pour certains agitateurs, le socialisme, dont ils se désintéressent, n'est qu'un prétexte ; sous couvert de moralisme politique, leurs critiques, leurs sermons n'ont qu'un but : ruiner une organisation ouvrière de gauche. Pour eux, toute occasion d'envenimer la crise doit être saisie sans hésitation et leurs conseils apparemment désintéressés ne tendent qu'à créer plus de désordre et de confusion.

Cependant, en prenant comme point de départ les critiques émises par les social-démocrates qui se réclament d'un socialisme sincère, peut-être nous sera-t-il possible d'expliquer la situation du P.S.I.

Les social-démocrates de Saragat disent : les faits nous ont donné raison. En 1948, nous nous sommes séparés du P.S.I. pour suivre notre propre route. C'est maintenant le P.S.I. qui devrait nous suivre. Ce discours n'est pas des plus convaincants. Tant chez les minorités socialistes qui soutiennent Nenni de l'extérieur que dans le mouvement radical qui englobe une bonne partie des classes moyennes, nombreux sont ceux qui, sans mettre en doute la bonne foi des social-démocrates, constatent cependant leur faillite. En fait, la « troisième voie » de la social-démocratie n'était plus, depuis

un certain temps déjà, qu'une ramification inutile de la « première voie » des partis gouvernementaux. Inutile pour le socialisme, il va sans dire, mais très utile pour ceux qui, démagogiquement, tentaient de justifier certaines lois antidémocratiques, ou pour le moins, anticonstitutionnelles. En fin de compte, il est exact que, par ses généreux renoncements, les concessions accordées à la droite, le Parti social démocrate se vidait de son contenu moral, s'aliénait peu à peu la sympathie des militants de base les plus sincères, alors que Nenni peut au contraire affirmer, non seulement s'être toujours distingué du P.C., mais n'avoir rien concédé à la droite et au gouvernement. Dans son discours prononcé devant le Comité central du Parti, le 9 avril dernier, le leader socialiste affirmait textuellement : « Le point idéologique de divergence entre les communistes et nous reste, depuis la scission de 1921, la considération que le bolchévisme et l'Etat soviétique étaient, non pas la « voie unique du socialisme », mais la voie russe ; que l'expérience était un fait historique d'importance mondiale, mais non un modèle à copier systématiquement ; que le socialisme est unique dans ses fins, mais multiple et varié dans ses moyens et dans ses formes d'application ; qu'entre ces moyens et ces formes, la voie démocratique est la plus conforme et la seule possible dans les pays de tradition libérale et démocratique ayant un niveau de vie élevé ».

Sans doute ce discours pourrait-il être tenu — au moins en ce qui concerne la deuxième partie — par Togliatti. Il y a plus : je me souviens qu'immédiatement après le XX^e congrès du P.C. soviétique, Togliatti affirma qu'en réalité, il avait déclaré dès 1948 que la voie du communisme italien ne pouvait être que démocratique et parlementaire. Objectivement, ceci ne va pas à l'encontre de son œuvre de ministre des gouvernements tripartites (rappelons l'approbation de l'article 7 relatif au traité de Latran, à propos duquel notre opposition portait non pas sur la façon dont il avait été approuvé mais sur son contenu même). Autrement dit : il est fort difficile de trouver, dans les termes actuels de discours, une différenciation sensible entre P.S.I. et P.C.I.

Sur le plan syndical, cette différenciation est tout aussi malaisée. Sans doute, lors du dernier congrès de la C.G.I.L. par exemple, les prises de position socialiste et communiste étaient-elles distinctes ; (dans les domaines où les communistes préconisaient des luttes à caractère politique et parlementaire, des alliances politiques importantes, une mobilisation générale de l'opinion publique sur le plan constitutionnel, pour aboutir à des réfor-

mes de structures, telle par exemple, la nationalisation de l'industrie électrique, les socialistes et une minorité de communistes mettaient en évidence l'importance de la lutte d'entreprise, sur les plans technique et économique, et réclamaient plus d'attention, plus de dévouement, plus de combativité, une solidarité plus développée, une participation plus active des éléments de la base à la vie syndicale) ; toutefois, cette conscience politique de minorité faite d'humilité et de connaissance pratique des faits et des situations réelles, n'a mené à rien. Les socialistes ne se sont pas tracé des voies bien précises ; ils n'ont pas critiqué le type même de l'organisation syndicale ; ils estiment que la condition indispensable pour une reprise de contact avec la base et une rupture des cercles fermés de fonctionnaires, politiciens et syndicalistes professionnels, est la réforme radicale des Comités d'entreprise et des Bourses du Travail.

Une récente enquête, publiée par la revue *Nord e Sud* sur la structure du P.S.I. en Italie centrale et méridionale, a mis en évidence que l'épine dorsale de ce parti est constituée surtout par des membres des professions libérales. A cet égard, il faut bien admettre qu'un des mérites du P.C.I. est d'avoir su — supplantant en cela le P.S.I. — amener à la vie politique les classes les plus désertées qui, jusqu'à présent, étaient demeurées étrangères au déroulement de l'histoire. Lire qu'on a utilisé à cet effet les mythes de la Révolution d'Octobre, qu'on a exploité les craintes, les espoirs, les illusions, les névroses collectives serait sortir du sujet et aborder un chapitre traitant de « la nature humaine ». Il faut considérer en effet que si le peuple italien, dans sa majorité, n'est pas formellement catholique, il s'accroche cependant aux parvis d'inspiration catholique, tout comme il garde sa sympathie à l'idée communiste sans pour cela apporter au Parti une aide effective.

Cela dit, attendre du P.S.I. qu'il rompe bruyamment avec le P.C., espérer une nouvelle scission syndicale, et croire que tout cela soit dans le domaine des choses immédiatement possibles paraît témoigner d'une insigne naïveté. Si le P.S.I. avait rompu en 1948, au moment où Saragat prenait et appliquait la même décision, nous aurions eu un parti des classes moyennes se démenant vainement à gauche, louchant sur la droite, sans équilibre stable et démuné de l'indispensable contrepoids que représente une force réelle enracinée dans les couches les plus jeunes de la population. Ces jours derniers, dans une note adressée à Nenni — lequel accusait l'Eglise de faire obstruction à « l'ouverture à gauche » — *L'Osservatore Romano* affirmait que le catholicisme n'avait nul besoin d'une transfusion de sang marxiste pour réaliser les réformes sociales. Ces considérations nous permettent d'identifier la véritable pression qui a obligé le P.S.I. à pousser à l'extrême un jeu exclusivement parlementaire. Il va sans dire qu'il s'agit là de notre préoccupation principale. Le P.S.I. tire son prestige de la vivacité d'esprit, de l'éloquence habile de ses hommes. C'est le parti des formules nouvelles et des slogans déconcertants. Nenni est, à ce jeu, d'une force extraordinaire.

Le but du socialisme, disent-ils, est unique si les voies qui y conduisent sont diverses. Le socialisme est-il donc nationalisation ou étatisation ? De cela, on ne discute plus.

Ils disent encore que le parlementarisme est une forme de démocratie, mais que la démocratie ne se révèle pas entièrement dans le parlementarisme. Cependant, lorsqu'il s'agit de décrocher l'I.R.I. (organisme d'Etat chargé des investissements) de la Confédération des Entrepreneurs, ils ne craignent pas de la voir retomber au pouvoir de l'Etat ; ils espèrent que le Parlement pourra exercer son droit

de contrôle, comme si le Parlement était parvenu à contrôler quoi que ce soit, ne serait-ce que les budgets des divers ministères.

Peut-être craignent-ils, en exigeant trop, ne rien obtenir. Pourquoi alors ne pas l'avouer ?

En fin de compte, il semble que les socialistes italiens se contentent, pour l'instant, d'un rôle d'équilibre entre deux forces en présence. Si les partis extrêmes ne lui reconnaissent pas ce droit, si ce rôle n'est pas précisément celui qui convient à un « centre » ou à une « troisième voie », du moins est-ce la une position « comptable » qui ne peut se justifier que par des chiffres, qu'il s'agisse de sièges, de voix ou de quotients. Pour jouer ce jeu, il s'agit d'avoir à sa disposition un certain nombre de formules, de slogans interchangeables lancés à cette partie de l'opinion publique qui, munie d'un bagage culturel modeste et d'une certaine indépendance économique, s'imagine participer effectivement à la vie politique en réunissant le plus grand nombre de journaux possible. Du point de vue arithmétique parlementaire pure, — si on a voulu établir entre les forces un équilibre capable d'éviter d'importants glissements sur la droite — on ne peut dire que le P.S.I. ait mal manœuvré, qu'il se soit trompé, se trompe encore ou soit inutile. Mais d'un autre point de vue, on constate cependant que son œuvre est insuffisante.

En conclusion, les socialistes ne savent plus exactement quel socialisme ils veulent. Ils conçoivent nationalisation, étatisation, centralisme démocratique, direction collective, dictature du prolétariat et socialisme. En conséquence, et si l'on néglige les rappels historiques ou la fidélité à la doctrine marxiste — désormais dépassée au siècle de l'énergie nucléaire et de l'automatisation — nul ne peut dire si les voies choisies par le P.S.I. correspondent au but qu'il s'est fixé.

A moins que les socialistes soient eux-mêmes convaincus que la fin justifie les moyens et qu'il est moins utile d'en donner une nette vision que d'en retirer la justification de sa propre conduite. Peut-être même, doit-elle demeurer la « grande inconnue » dont la force d'attraction magique réside justement dans le mystère dont on l'entoure.

Antonio CARBONARO.

TUEURS IMPUNIS !

On se rappelle le double assassinat, commis en 1937, à Bagnoles-de-l'Orne, de Carlo Rosselli, directeur de *Giustizia e Libertà*, ainsi que de son frère Nello, crime imputé alors aux fascistes et dont les auteurs sont demeurés inconnus. On n'a pas oublié non plus le guet-apens tendu à Ignace Reiss, communiste d'opposition, abattu à la même époque aux environs de Lannes, et dont l'exécution avait été préparée à Paris.

Est et Ouest du 16-31 mai nous rapporte qu'un organe italien, *Il Fronte del Lavoro*, ne cesse de dénoncer, depuis octobre 1955, l'actuel secrétaire général de la C.G.T. (C.G.I.L.) et membre du Bureau politique du parti communiste, Giuseppe di Vittorio, d'être le responsable de ces crimes. Et celui-ci, malgré la législation italienne qui permet de frapper rapidement et durement les calomnieurs, garde le silence.

Il Fronte del Lavoro déclara posséder les preuves des faits suivants. Il existait, en 1936-38, une section d'Europe occidentale de la Guépéou, dirigée par Lydia Grasojskaïa, Gertrude Schilbach, Charles Martignat et Maria Nicoletti. Ce dernier était le représentant en France de cette police russe et c'est lui qui dirigeait la bande de tueurs qui assassina Dimitri Navachine, Ignace Reiss et les frères Rosselli.

Or Mario Nicoletti n'est autre que le pseudonyme derrière lequel se cachait Giuseppe di Vittorio. Et comme celui-ci continue à se taire, *Il Fronte del Lavoro* exige publiquement son inculpation.

Les fabricants d'illusions

Pendant plusieurs mois, les observateurs vigilants de la grande et de la petite presse, de même que les animateurs des courants ouvriers non communistes, ont attendu, prévu, recherché les signes de la crise qui devait secouer les partis communistes, comme conséquence des discours et des résolutions du XX^e congrès du P.C. de l'URSS.

Il ne s'est rien passé d'important au sein des organisations communistes ; la décomposition des P.C. ne s'est pas manifestée ; il n'y a pas eu de départs massifs ou significatifs. Tout au plus, dans le milieu des intellectuels pratiquants, les V^e et VI^e arrondissements, s'est-on remué les fesses, le temps de remettre l'Histoire dans le sens du fauteuil. Les avaleurs de couleuvres ont le gosier et l'estomac solides ; ils en ont vu bien d'autres. Ce n'est pas le vingtième tournant qui leur donnera le vertige, ni la nausée.

Par contre, dans les sphères de la « nouvelle gauche » (ainsi désignée parce qu'elle n'a rien de commun avec les réalités ouvrières et qu'elle trouve ses hommes dans les débris des mouvements nationalistes) et au sein des partis traditionnels, l'effet de la politique définie par la direction collégiale soviétique est indiscutable. Il n'est que de lire les journaux — du « Temps de Paris » au « Populaire » — pour s'en apercevoir.

L'immense majorité de ceux qui s'efforcent de comprendre les événements regardent l'URSS et scrutent les déclarations des leaders soviétiques. Rares sont ceux qui tentent de se forger une opinion en ouvrant les yeux sur ce qui est situé à vue de nez. Il est cependant logique de croire que ce que disent et font dire Khrouchtchev et Boulganine à Londres, Paris et Bruxelles, correspond à des buts bien précis, vise des secteurs d'opinion choisis d'avance.

ACCUMULATION DE PRESTIGE

Le soin mis par les dirigeants russes à rechercher à l'extérieur de leurs frontières une reconnaissance inconditionnelle de leur autorité et des certificats de prestige témoigne d'une nécessité impérieuse. C'est la loi de tous les régimes forts de s'efforcer de trouver à l'étranger un capital de gloire et de puissance quand les problèmes intérieurs se font difficiles. Nous pouvons aisément supposer que les « apparatchiki » Mikoïan, Boulganine, Malenkov, Khrouchtchev ne possèdent pas, parmi les populations des républiques soviétiques, la réputation de Dieu Terrible que Staline s'était gagnée par des purges massives et une répression inexorable. Pas plus qu'ils ne jouissent d'une popularité spontanée, bon enfant ou mystique.

C'est donc le respect, les réceptions triomphales, les acclamations, les banquets et les défilés processionnels d'Europe et d'Asie qui leur permettent d'accumuler en Union soviétique les titres de maîtres. Aussi, la « Pravda » ne s'est-elle pas fait faute de publier, en évidence, la nouvelle de la réception de Boulganine et de Khrouchtchev par le gouvernement de Sa Majesté britannique, mais elle a omis de parler de l'algarrade qui a mis aux prises Khrouchtchev et les dirigeants travaillistes à propos des socialistes emprisonnés en URSS et dans les Etats satellites.

Ce n'est pas seulement la reconnaissance de leur pouvoir que les membres de la « direction collective » viennent chercher à l'Ouest, c'est aussi la réponse négative donnée par l'Ouest à ceux des Russes qui espèrent, croient ou rêvent d'un changement profond du régime soviétique.

Les délégations composées de socialistes, de syndicalistes, d'hommes « de gauche » qui ne peuvent résister à l'attrait d'un voyage à Moscou feraient bien d'y penser, car eux aussi participent au renforcement d'un système qui est et demeure totalitaire dans sa structure, ses méthodes et ses buts.

Le jeu soviétique n'exige pas l'adhésion théorique des socialistes, des syndicalistes ou... des capitalistes ; il attend d'eux une reconnaissance et une participation. Que tel ou tel militant fasse des réserves de principe ou de détail à son retour, les post-staliniens s'en moquent éperdument, de même que les staliniens se contentent parfaitement — puisqu'ils les suscitaient — de la visite de « délégations » ouvrières ou intellectuelles pendant les années 30, lesquelles, au retour d'un voyage de quinze jours de banquets et de visites guidées, déclaraient gravement — comme aujourd'hui — que l'Union soviétique n'était ni aussi infernale ni aussi paradisiaque qu'on le disait...

LES CONSCIENCES SOULAGEES

Les révolutionnaires en paroles et les faiseurs de textes extrémistes qui pullulent dans les milieux marginaux des partis socialistes et communistes — et qui ont récemment augmenté en nombre grâce aux néo-jacobins lorgnant les emplois de chefs de Cabinets, et aux amateurs de religion temporelle — n'existent pour la plupart qu'en tant que reflet de ces partis, tout en s'efforçant de s'en distinguer par leurs critiques, leurs mises en garde et leurs réserves. Sans ces partis, ils n'auraient de réalité ni individuelle, ni comme courant de pensée. Ils n'osent adhérer au communisme, par peur. Quand ils appartiennent au parti socialiste, c'est en protestant contre tout ce qui porte la marque S.F.I.O. Cela fait une somme de mauvais penseurs *para*, *péri* ou *crypto-staliniens*, de planistes réticents et de social-démocrates à mauvaise conscience. Un total de velléitaires brassant les schémas et les perspectives sans autre résultat que leur propre agitation.

Quand Tito rompit d'avec le Kominform, ils crurent trouver le mouvement qui correspondait à leur gestulation pseudo-sociale ; ils inventèrent le « titisme », dont nul n'a jamais défini ou même tenté d'expliquer le contenu, la théorie ou les particularités. Encore, leurs inquiétudes se réveillèrent-elles rapidement puisque Tito ne présentait pas une doctrine originale et qu'il allait de l'alliance atlantique au flirt avec Moscou, tenant compte de ses propres soucis plutôt que de ceux des simili-penseurs de la révolution imprimée ou postillonnante.

Ces groupes-reflets composés d'intellectuels demi-sel viennent de trouver une nouvelle raison de survie. Staline est mort, Béria est fusillé, l'aurore se lève à l'Est. Impuissants à comprendre quoi que ce soit aux réalités sociales auxquelles ils sont congénitalement étrangers, inexistantes en tant que facteurs de l'évolution sociale, ils refléussent et acquièrent une importance qu'ils n'hésitent pas à qualifier d'« historique », historique en ce sens que la propagande soviétique daigne les découvrir autrement que pour les écraser d'une injure ou les écarter d'un mépris. Ce qu'ils n'osaient dire ou écrire lorsque la Guépéou ou le N.K.V.D. éliminait tout ce qui n'était pas souple d'échine, lorsque les populations paysannes étaient déportées par millions et que les travailleurs industriels se voyaient privés même du droit de se taire, ils le clament aujourd'hui, avec la bénédiction de la « direction collégiale ». Ils peuvent enfin, eux qui présentèrent la révolte ouvrière de Berlin-Est comme une opération des agents américains, se montrer aussi anti-staliniens que les staliniens chargés de la « déstalinisation ». Et titistes dans la mesure où Tito préfère la détente qui lui donne dollars américains et fournitures russes. Et communistes, pour autant que ces derniers les tolèrent. Et socialistes, puisque les socialistes vont à Moscou.

Comment refuser les brevets de révolution, de non-conformisme et de hardiesse intellectuelle à ces

champions de l'intransigeance qui composent les plus beaux fleurons de la pensée d'avant-garde bien française ?

Dans les revues, les journaux, à la radio, dans les sphères du théâtre ou du cinéma où l'hérésie est récompensée par les subventions d'Etat, la propagande soviétique n'aura que l'embaras du choix pour trouver les figurants de son nouveau spectacle. Ce n'est pas eux qui auront le mauvais goût de parler des grèves concentrationnaires à l'heure des cocktails co-existentialistes.

LA FIN DE L'ANGOISSE

Bien avant d'établir l'inventaire des transformations réelles survenues en URSS, ou des changements vérifiables dans la politique extérieure soviétique pour en évaluer l'importance et le sens, les partis français sont intimement convaincus qu'il n'y a plus lieu d'avoir peur. Convaincus parce qu'ils ont besoin d'être rassurés ; parce qu'ils n'ont ni le courage, ni l'esprit de décision nécessaires pour affronter les périls de l'expansion soviétique et les dangers des mues sociétaires ; parce qu'ils n'affrontent l'époque moderne que par un retour au passé. A de rares exceptions près, leurs leaders nient la possibilité d'un cataclysme, parce qu'ils savent manquer d'envergure pour y répondre. Leur foi en la bonne volonté des Russes ne se base pas sur un examen raisonné des faits et des événements ; elle répond à un besoin de ne plus être angoissé. Et les arguments mis en avant ne sont que raisons médiocres, plates et enfantines. La plupart relèvent du nationalisme. Ainsi, une importante fraction de la droite en revient à son calcul de toujours : museler le P.C. français grâce à une entente avec le gouvernement russe ; accorder aux Russes ce qu'ils sollicitent sur le plan international en échange de la paix sociale intérieure. Ce raisonnement, qui fut fréquemment avancé lors des grèves de l'été 1953, a été exprimé en termes non équivoques en mars 1955 par Pierre-Emile Flandin. Pour un grand nombre d'industriels français, la perspective des marchés est-européens et chinois est la seule qui compte, et l'ouverture de ces marchés s'agrémenterait facilement de précautions prises contre la concurrence allemande ou... américaine. Sur le plan de l'Union française, le même mécanisme mental fonctionne : les Russes nous laisseront la paix aux colonies, et nous pourrions régler nos problèmes comme autrefois. Il y a plus : de farouches anti-communistes s'imaginent que le nationalisme est l'obstacle majeur à la propagande soviétique alors qu'il constitue dans l'état de décadence et de décomposition de l'Europe, son meilleur allié.

La peur de l'expansion soviétique incitait les nations européennes à chercher de nouvelles issues, de nouvelles techniques, à rompre enfin avec leurs nonnements. La disparition de cette angoisse les rejette dans leurs errements et le marais nationaliste.

RETOUR AU LENINISME

Sans force, sans influence, sans prise sur le devenir du monde, les militants — ou les agités qui s'intitulent ainsi — du socialisme européen espèrent du pouvoir soviétique ce que leur manque d'audace et d'imagination leur interdit de gagner en orientant les événements. Et à défaut d'éléments concrets pour justifier leurs folles espérances, ils présentent des constructions idéologiques et des formules magiques. « Retour au léninisme ! », crient-ils joyeusement comme s'ils avaient vu le Père Noël. Et de mettre dans cette formule, pêle-mêle, tout ce qu'ils attendent du miracle : le droit d'association, le cuirassé Potemkine, la liberté de presse, Tchapaïev, l'esprit libéral, les cosaques du Kaouban, les échanges d'idées et « Les Yeux noirs ». Ils oublient — car la mémoire est cruelle — que dans le comportement des leaders russes, ce retour à Lénine n'exclut pas le parti unique, le syndicalisme intégré dans l'Etat, les éditions monopolisées, les décisions autoritaires,

c'est-à-dire un système totalitaire. Avec en moins la situation floue de 1917-1921, et en plus le perfectionnement des appareils de répression ; en moins aussi l'élite révolutionnaire ; et, en plus, le poids des générations modelées par la terreur et une propagande lancinante.

Ce qu'ils oublient aussi, c'est que, en 1956, ce qui demeure de l'esprit de Lénine, sans Lénine et sans son esprit, c'est l'idée d'offensive permanente, sur tous les plans, par tous les moyens. Ils retournent au mythe Lénine pour oublier la réalité Staline.

Il est temps que ce qui existe de mouvement ouvrier lucide et combattant se prononce clairement contre le pouvoir antisocialiste soviétique et pour les victimes de ce pouvoir, pour ceux qui, dans les camps de concentration, font aujourd'hui grève sur le mot d'ordre : « Liberté pour tous les emprisonnés politiques ».

Louis MERCIER.

Echos des camps russes

L'hebdomadaire « Time » a publié, dans son numéro du 14 mai 1956, la note suivante, qui nous semble devoir intéresser les lecteurs de la R.P.

« Des dizaines de milliers de travailleurs forcés ont appris la nouvelle pour la première fois par les membres des équipages des navires circulant sur le Léninisé, long de 2.800 milles, — le Kremlin dégradait feu le dictateur Staline et dénonçait les abus de son régime. Les prisonniers, parmi lesquels de notables victimes de la répression stalinienne, travaillant au détournement du Léninisé pour créer une mer intérieure en vue de l'irrigation des terres arides du Kazakhstan, voyaient poindre l'aube d'une ère nouvelle.

« En mars dernier, plusieurs centaines de détenus géorgiens arrivèrent au camp. Ils avaient été arrêtés à Tiflis lors d'une manifestation organisée au jour anniversaire de la mort du Géorgien Staline (5 mars) que les autorités avaient omis de célébrer. Cela semblait confirmer les dires des marins au sujet du caractère authentiquement antistalinien du nouveau régime.

« Le 3 avril, au camp de Mirnoye, à quelque 600 milles au nord de Tomsk, « les victimes de Staline » envoyèrent une délégation au commandant du camp pour lui demander une amnistie conforme à la nouvelle politique du Kremlin. La réponse du commandant fut de sortir son revolver et de tirer sur les délégués, en tuant un. Mais avant qu'il ne pût continuer, le groupe l'avait désarmé et l'avait tué avec sa propre arme. La nouvelle se répandit dans Mirnoye et dans deux camps voisins. Les prisonniers se révoltèrent et désarmèrent les gardiens.

« Le 4 avril, des troupes de sécurité du MVD, cantonnées dans les régions arctiques de Norilsk et d'Igarka, arrivèrent, armées de mitrailleuses lourdes, et livrèrent combat contre les prisonniers armés. Environ 200 détenus et 12 gardes furent tués. Quand l'ordre concentrationnaire fut rétabli, on estima à 80 le nombre de prisonniers qui s'étaient évadés dans la désolation des terres environnantes.

« Les travailleurs esclaves russes s'étaient trompés en pensant qu'une nouvelle version de l'hagiographie de Staline impliquait nécessairement la révision de la répression stalinienne. Les seuls pensionnaires du camp qui bénéficièrent de la politique post-stalinienne furent sept anciens prisonniers de guerre autrichiens, lesquels furent libérés (après onze années de camp de travail forcé soviétique) une quinzaine plus tard, en application d'une promesse faite par les Russes au nouveau gouvernement autrichien. C'est à Vienne que, la semaine dernière, un des Autrichiens fit le récit de la révolte de Mirnoye, donnant ainsi à l'Occident une indication utile sur l'invariable réalité située derrière la façade soviétique fraîchement repeinte. »

Notes d'Economie et de Politique

L'ARRET DU BOOM

Durant tout le cours de l'année dernière nous avons suivi régulièrement les principaux développements du « boom » économique et financier (ainsi que disent les Américains), ou de la « haute conjoncture » (ainsi que disent les Allemands), qui s'est poursuivi à travers le monde depuis la fin de 1954 (1), en indiquant que cet emballement présentait tous les caractères de ceux qui ont toujours précédé les crises économiques cycliques caractéristiques du régime capitaliste depuis cent cinquante ans.

Or, il semble bien qu'aujourd'hui ce boom soit arrêté et que son dénouement approche.

Le dénouement classique du boom, c'est un grand krach, boursier ou bancaire, comme, par exemple, celui survenu le 24 octobre 1929 à la Bourse de New-York, krach qui est le point de départ non seulement d'une crise financière, mais d'une crise économique, d'une longue « dépression », durant laquelle les prix des marchandises baissent, leur production diminue, et le chômage s'étend.

Au jour où j'écris, ce krach ne s'est pas encore produit, mais les phénomènes qui l'annoncent sont pleinement visibles.

Le krach est, en effet, presque toujours précédé d'une période de malaise et d'hésitation qui se caractérise principalement par trois faits : certaines industries voient leur activité ralentir, les prix des métaux « spéculatifs », en particulier, ceux du cuivre, diminuent, et enfin, la Bourse, non seulement ne monte plus, mais connaît par moment de fortes baisses, qui ne sont pas encore la panique, mais qui en sont comme des répétitions générales.

C'est ainsi, par exemple, que le krach de Wall-Street du 24 octobre 29, fut précédé d'une diminution importante des commandes dans l'industrie de machines-outils dès le début de l'année 29 et d'un ralentissement dans la production d'autos et de l'acier au début d'octobre, de la baisse du prix du cuivre en avril 29, et enfin d'un semi-krach sur la Bourse de Londres le 20 septembre, et de fortes baisses à Wall-Street même les 3 octobre et 18 octobre.

Or, tous ces phénomènes se renouvellent aujourd'hui : la production d'autos n'a cessé de décroître aux Etats-Unis depuis le début de l'année, il y a, à ce jour, une centaine de mille d'ouvriers licenciés et toutes les usines sont fermées plusieurs jours par semaine — le cuivre, que nous avions laissé à 384 livres sur le marché de Londres, en novembre dernier (2) et qui a atteint 457 livres fin mars, est descendu le 23 mai, à 325 livres — enfin, Wall-Street, qui avait atteint des cours records le 4 mai, a connu depuis cette date de nombreuses mauvaises séances qui lui ont fait perdre (au 27 mai) les deux tiers de la hausse enregistrée au cours des trois mois précédents.

Si ce n'est donc pas encore le krach, c'en est, tout au moins, les signes avant-coureurs.

(1) Voir « symptômes de pré-crise » dans la « R.P. » de janvier, février, mars, mai et décembre 1955.

(2) Voir « R.P. » de décembre 1955.

L'ANEANTISSEMENT DE LA MATIERE ET LA « DETENTE » INTERNATIONALE

Dans un article du magazine *Sciences et Avenir*, le physicien Jacques Bergier vient de révéler au grand public un fait qui, si il est confirmé, est d'une importance extraordinaire.

En parlant des raisons qui auraient motivé le départ en Russie, il y a six ans, du physicien britannique Pontecorvo, J. Bergier affirme que, en Russie et en Amérique à la fois, on est sur le point de découvrir la constitution intime des diverses particules du noyau de l'atome, notamment du proton, la plus importante d'entre elles, et que, par voie de conséquence, on sera bientôt en mesure de transformer ces particules en énergie. La matière pourrait être ainsi complètement annihilée, ne laissant à sa place que de l'énergie.

Cette découverte, si elle se réalise, aurait des conséquences pratiques infiniment plus considérables que n'en eut celle de la désintégration des atomes, qui est à la base de la confection des bombes à uranium ou à hydrogène.

Ainsi qu'on le sait, l'atome est, en effet, un édifice constitué par des particules qui sont reliées les unes aux autres grâce à des « forces de liaison » ; or, lorsque par un bombardement convenable de cet édifice, on parvient à le faire sauter, à le « désintégrer », les particules deviennent plus ou moins indépendantes et les forces qui les liaient se trouvent ainsi « libérées » ; ce sont elles qui fournissent alors l'énergie qui se répand dans l'espace au moment de l'« explosion ».

Mais cette énergie qui lie les particules est extrêmement faible par rapport à celle contenue dans les particules elles-mêmes. Si donc, on désintègrait, non plus l'atome, mais les particules qui le constituent, si on ne se contentait plus de démolir seulement l'édifice, mais chacune des pierres mêmes dont il est fait, on libérerait non plus seulement l'énergie qui lie les particules, mais celle qui s'est, pour ainsi dire, « condensée » en elles pour en faire de la matière, et l'on obtiendrait ainsi des quantités d'énergie véritablement énormes à côté desquelles celles que nous produisons aujourd'hui dans nos spectaculaires explosions de Bikini et d'ailleurs apparaîtraient comme des jouets d'enfants.

Si l'information donnée par le rédacteur de *Sciences et Avenir* est vraie, si il est exact qu'Américains et Russes pensent pouvoir aboutir à de tels résultats dans un avenir pas trop éloigné, on comprend mieux les raisons profondes de l'actuelle « détente internationale ».

La première condition pour qu'une guerre soit possible entre deux Grandes Puissances, c'est, ainsi que nous l'avons souvent noté, que ces deux Puissances soient de force à peu près équivalente, et donc qu'en premier lieu, leur armement soit de même nature et de même importance.

Mais il y a une seconde condition (3). C'est que

(3) C'est parce que nous n'avions pas tenu compte de cette seconde condition qu'en 1947 nous avons cru pouvoir estimer que la guerre entre la Russie et l'Amérique aurait lieu dans un délai de quatre ou cinq ans. (Voir « R.P. » de mai 1952.)

le progrès dans la technique des armements soit arrivé à peu près à un point mort, car, s'il n'en est pas ainsi, si la technique de l'armement est au contraire en pleine révolution, ou même simplement en évolution rapide, il est bien certain que les futurs belligérants ne vont point ensemble entrer en guerre avec des armements qu'ils savent être déjà périmés et qu'ils attendront que leurs nouvelles armes soient prêtes.

C'est pourquoi la Russie et l'Amérique ne sont pas entrées en guerre dès que la Russie eut des bombes atomiques, car dès ce moment la bombe à hydrogène était en préparation, sans compter les bombardiers à moteurs à réaction destinés à remplacer les « forteresses volantes » à hélices, d'Hiroshima et de Nagasaki.

C'est pourquoi, même aujourd'hui, où Russes et Américains possèdent bombes à hydrogène et bombardiers à réaction à longue distance, elles restent en paix, parce qu'est déjà en préparation une arme bien supérieure à celle de la bombe lancée par avion : la fusée porteuse d'un projectile atomique, capable d'aller d'un hémisphère à l'autre avec une vitesse comparable à celle des obus.

Et c'est pourquoi, si Américains et Russes entrevoient vraiment la possibilité de réaliser d'ici quelques années, non plus seulement la désintégration de l'atome, mais son annihilation, ils se doivent d'attendre le jour où ils disposeront de cette effarante source d'énergie pour se lancer dans la bagarre.

Mais alors, étant donné qu'il faut certainement attendre quelques années avant que cette découverte ne soit achevée et que ses applications militaires ne soient mises au point, pourquoi ne pas vivre tranquillement durant ce temps, en un bon état de « coexistence pacifique », qui peut permettre, plus qu'un état de guerre froide, de réaliser des progrès dans la préparation politique de la guerre ? Ce n'est qu'à la veille même du déclenchement d'une guerre qu'on a besoin de durcir ses rapports avec l'adversaire, afin d'effectuer chez son propre peuple la préparation psychologique nécessaire.

Telles sont donc, peut-être, les raisons qui expliquent les actuels sourires.

CARNET DU MASSACRE

Ce que propose l'armée de libération

À l'occasion de la fête de l'Aid-Seqhir, l'armée de libération d'Algérie a libéré le premier prisonnier qui est tombé entre ses mains après la fin du Ramadan. A ce soldat, Roger Valle, du 1^{er} régiment d'infanterie coloniale, fut remise une lettre adressée au commandement français, dont voici les principaux passages :

Nous remettons à ce prisonnier libéré ce message, par lequel nous vous demandons, à vous, soldats, de respecter les enseignements moraux qu'apprennent les soldats dans le monde entier...

Pourquoi vous voyez-vous lancer vos bombes et diriger les balles de vos mitrailleuses sur des femmes, des enfants et des vieillards ? Pourquoi vos soldats brûlent-ils les gourbis de ces malheureux en proie à une misère contre laquelle l'Algérie s'est révoltée et contre laquelle nous poursuivrons notre lutte jusqu'à la victoire ? Pourquoi abattez-vous nos hommes qui tombent prisonniers entre vos mains et pour quelles raisons mutiliez-vous un grand nombre d'entre eux ? Que d'innocents vous avez massacrés, tandis que vous trompez l'opinion publique en France et en Algérie, en affirmant que vous tuez des « rebelles ».

...Sachez Messieurs que jusqu'à ce jour, nous n'avons commis aucun acte de sauvagerie comparable à ceux que vous avez perpétrés. Les quelques-uns qui ont été accomplis par nos hommes

n'ont été que des représailles face aux crimes de vos armées, de vos milices et de votre police. Nous constatons cependant que vous persévérez toujours dans l'accomplissement de vos forfaits. Votre unique supériorité dans ce domaine est que tout cela s'effectue dans l'ombre, loin des yeux de la presse et de la radio : c'est ainsi que l'opinion mondiale ignore tout de vos crimes et de vos atrocités.

...Épargnez les enfants, les femmes, les vieillards, les civils désarmés et les pacifiques gourbis : nous aussi nous nous comporterons envers vous en véritables combattants qui épargneront les prisonniers, les femmes, les enfants et les civils sans armes.

Le « socialiste » Guy Mollet n'acceptera évidemment point cette proposition. Elle est cependant entièrement conforme à ce que, du côté français, Albert Camus avait proposé, il y a quelques mois et qui lui avait valu, tout récemment, l'« adhésion personnelle chaleureuse », du même Guy Mollet.

Palestro

Le 22 mai, les journaux publiaient sous des titres sensationnels le « récit » de la manière dont étaient morts les soldats du 9^e régiment d'infanterie coloniale tombés dans une embuscade près de Palestro.

Tous ces articles étaient à peu près identiques, la source d'information de toute la presse française étant la même et unique pour tous : le bureau militaire « psychologique », alias « de bourrage de crânes », d'Alger. Nous donnons ci-dessous le texte de l'article paru dans le grand quotidien régional d'où j'habite, *Nice-Matin* :

Sous-titre sur 3 colonnes : Faits prisonniers après un combat d'une heure à un contre dix, dix-sept rappelés du 9^e R.I.C. sont morts horriblement torturés.

Et voici le récit :

...Au cours du nettoyage de ce secteur montagneux, une de nos unités a découvert un hors-la-loi blessé à mort et abandonné par ses compagnons.

Interrogé, l'homme put livrer quelques détails sur l'embuscade, ce qui permit de reconstituer la marche à la mort des rappelés.

...La bataille dura plus d'une heure et nos marabouts qui dépendaient du 9^e R.I.C. et dont quinze venaient déjà d'être blessés avant d'avoir pu faire un geste, furent alors débordés et écrasés sous le nombre sans avoir pu alerter le P.C. par radio.

PRISONNIERS ET SUPPLICIES

Prisonniers, les coloniaux et leur lieutenant furent conduits sans ménagements au douar Amal et là, livrés à une population déchainée.

Et le massacre commença. Les malheureux, qui étaient ligotés, furent atrocement et longuement suppliciés avant d'être achevés.

Les montagnards et leurs femmes, remplis d'une haine démentielle, se jetèrent sur nos malheureux compatriotes. Ils leur crevèrent les yeux et après les avoir cruellement poignardés, leur brûlèrent la plante des pieds, imprimant au fer rouge sur la chair grésillante les initiales A.L.N. (armée de libération nationale). Puis, encore plus sauvagement, au milieu des imprécations et des hurlements, ils les éventrèrent et après les avoir vidés de leurs entrailles, remplirent leurs corps de cailloux.

Malheureusement pour les auteurs de cette rocambolesque histoire, il y avait un survivant, qui fut retrouvé, quelques jours plus tard, blessé, Pierre Dumas, et celui-ci fit aux journalistes réunis à son chevet à l'hôpital d'Alger, les déclarations suivantes (texte de *Nice-Matin* du 27 mai) :

Lorsque vendredi dernier, au matin, la patrouille commandée par le lieutenant Arthur quitta Beni-Amrane, il était 6 h. 30 ; les hommes marchaient à dix mètres l'un de l'autre. Ils parvinrent, par un petit sentier, jusqu'à un col, dominé face aux soldats par un amas de rochers.

Le lieutenant Arthur allait en tête. Soudain, une fusillade éclata. Elle dura un quart d'heure à vingt minutes. Puis, les rebelles surgirent et s'as-

surèrent des cinq hommes qui étaient encore en vie, le sergent Charrier, le caporal Aurousseau, les soldats Caron et Millet, et enfin Pierre Dumas.

Deux étaient indemnes : Millet et Dumas ; le sergent Charrier était blessé à la poitrine, le caporal-chef Aurousseau avait reçu des chevrotines dans les jambes et Caron avait la main qui pendait.

Après s'être emparés des armes et de divers objets, les rebelles, qui étaient au nombre de 30 à 35, emmenèrent quatre de leurs prisonniers, laissant sur place Caron, qui était trop grièvement blessé.

Les rebelles firent un premier arrêt à 300 mètres du lieu de l'embuscade. Ils prirent aux prisonniers tout ce qu'ils avaient : portefeuille, montre et objets divers. Ils leur laissèrent leurs souliers.

Puis la marche reprit vers le douar, situé à 1 km. 500 plus loin. C'est là qu'Aurousseau et Charrier furent laissés, les rebelles déclarant qu'ils y seraient soignés.

Ils repartirent, emmenant les deux prisonniers valides. La marche dura deux heures à deux heures et demie, puis ce fut la halte sur la pente d'un djebel, sous un bouquet d'arbres. Les rebelles mangèrent et donnèrent également à manger à Millet et Dumas ; vers 18 h. 30, ils reprirent leur route.

Ils atteignirent ainsi la grotte où, mercredi, après l'assaut des parachutistes de la Légion, Dumas devait être retrouvé blessé, et Millet mort.

De vendredi à mercredi, les deux prisonniers ne quittèrent pas la grotte.

Dumas précise que les rebelles ne l'ont jamais brutalisé et qu'ils l'ont toujours nourri.

Il a confirmé que, peu après leur capture, les rebelles leur avaient fait écrire, à Millet et à lui-même, des lettres adressées à leurs familles, dans lesquelles ils devaient annoncer qu'ils étaient prisonniers.

Pendant les marches dans les montagnes, ils furent parfois malmenés par des fellagha, reçurent des cailloux que leur lancèrent des enfants, mais ne furent pas brutalisés.

On voit que les deux récits diffèrent du tout au tout. Les journaux n'ont pourtant point démenti leur première version, de sorte que les lecteurs inattentifs, soit les neuf dixièmes des lecteurs, ne se seront point aperçus que les deux articles publiés à cinq jours d'intervalle, se rapportaient à la même affaire, et la scandaleuse invention du bureau psychologique aura donc pu conserver tout son effet : les Arabes sont des sauvages.

Rivet

Ce même bureau « psychologique » a fait annoncer que, le 11 mai, des « blockhaus » fortifiés avaient été détruits aux abords de Rivet, en bordure de la grande plaine de la Mitidja, à moins de 25 kilomètres d'Alger.

Or, voici, d'après France-Observateur du 31 mai, en quoi consista réellement l'opération :

Le mercredi 9 mai, on découvre à 500 mètres de l'agglomération de Rivet, dans un fossé au bord de la route, les corps criblés de balles de deux jeunes musulmans. L'autorisation d'inhumer ces corps est refusée sous le prétexte que les deux hommes sont membres d'une organisation nationaliste et qu'ils ont très probablement participé au sabotage de poteaux télégraphiques.

...On déclare cependant du côté musulman que les deux jeunes gens ont été, en réalité, tués au cours d'une querelle personnelle, par un boulanger européen du nom de Juan, qui jouit d'une assez mauvaise réputation dans la région. Juan, affirme-t-on dans ces milieux, a camouflé derrière un mobile patriotique l'exécution d'une simple vengeance.

Quoi qu'il en soit, lorsque le lendemain (c'est-à-dire le jeudi 10 mai), la camionnette de la boulangerie Juan quitte Rivet vers la fin de l'après-midi pour effectuer une livraison de pain au sanatorium proche, un tireur embusqué l'attend sur la route. Le conducteur qui est l'un des fils de M. Juan (il avait remplacé son père au dernier moment) est abattu.

Le boulanger apprend la nouvelle peu avant 19 heures. Ivre de douleur et de rage, il s'arme

aussitôt d'une mitrailleuse et, suivi de plusieurs membres de sa famille également armés, il ouvre le feu sur la foule musulmane qui prend le frais le long des trottoirs, en attendant la fin officielle du jeûne (c'est le dernier jour de la période du Ramadan). Quelques voisins européens se joignent à la famille Juan et bientôt des dizaines de tués et de blessés jonchent le sol.

Affolés, les musulmans de Rivet se barricadent chez eux. Beaucoup profitent de la nuit pour fuir à travers champs et gagner les mechtas voisines. D'autres s'enfuient jusqu'aux environs d'Alger.

Le lendemain matin (vendredi 11 mai), ceux des habitants musulmans qui étaient restés à Rivet sortent des maisons et demandent l'autorisation de prendre leurs morts. Mais ceux-ci ont été enlevés au cours de la nuit et les éléments de la milice qui occupent maintenant les rues de la petite ville arrêtent tous ceux qui viennent demander des nouvelles de leurs parents disparus. Pratiquement, tous les musulmans du sexe masculin demeurés à Rivet sont soumis à un contrôle d'identité. Une partie d'entre eux — les hommes les plus jeunes — sont dirigés sur le stade où des exécutions sommaires se déroulent. Les autres sont embarqués à bord de camions à destination inconnue.

...A ce moment, l'armée intervient. Certains Européens et des miliciens indiquent aux officiers que de nombreux habitants — sans doute les plus « coupables » — se sont réfugiés dans les mechtas voisines. L'assimilation est aussitôt faite entre ces malheureux et les fellagha qui avaient attaqué la ferme Douïeb. Et comme on ne note aucun signe de vie à l'intérieur des hameaux (toute la population apeurée s'est enfermée à l'intérieur des gourbis), on en vient rapidement à penser que des embuscades ont été préparées. On décide donc de commencer par bombarder les mechtas afin d'éviter des pertes inutiles. La légende des blockhaus est née.

Des gourbis sont incendiés sous le feu des canons et des mortiers et de nombreuses personnes périssent carbonisées.

...Selon des estimations qu'il a été naturellement impossible de vérifier, le nombre des victimes musulmanes s'élèverait pour les journées du 10 et 11 mai, à un chiffre compris entre 500 et 550 tués.

Le correspondant de Demain, que nous avions cité le mois dernier, posait l'« équation » : un blessé = 14 morts ; à Rivet, ce fut mieux : un tué = 500 tués.

LES A-COTES DU MASSACRE

« Après pacification, des élections libres seraient impossibles ».

Sous le sous-titre ci-dessus, André Philip écrit dans l'hebdomadaire Demain du 3 mai :

Ce serait, je crois, une erreur que de considérer la répression militaire, même camouflée sous le nom de pacification, comme un moyen de procéder ensuite à de libres élections. Il semble bien, en effet, que de telles élections seraient irréalisables.

Si à la suite de durs combats, toute insurrection est réprimée, les Européens triompheront, mais il est complètement utopique de s'imaginer alors que les colons dont les parents ou les enfants auront été égorgés toléreront la libre candidature de ceux qui se déclareraient solidaires de tels égorgements. De même, des troupes victorieuses ne pourront absolument pas garantir la liberté d'expression et de pensée de candidats qui s'affirmeraient les leaders de ceux qui viendront d'être vaincus.

Une partie importante de l'opinion autochtone ne pourrait en réalité parvenir à s'exprimer ; les élus seraient, comme par le passé, des administratifs, et il est à craindre que l'opposition, incapable de s'exprimer publiquement, n'ait recours à nouveau à la menace des assassinats.

En fait, il est peu probable que des élections libres soient possibles, après une victoire réelle d'une des deux communautés. Elles ne sont concevables qu'au moment où subsiste encore un équilibre de forces, où un accord précis aura des chances d'être respecté, parce qu'en cas de violation, l'ensemble du combat pourrait encore reprendre.

C'est l'évidence même !

Mais qu'en pense Guy Mollet, collègue d'André Philip au parti socialiste, dont toute la politique, au moins telle qu'il la proclame, consiste à faire des élections « libres » après pacification ?

Un homme

Un homme ! Un homme parmi les parlementaires ! La chose est assez rare pour mériter d'être notée.

Un abîme, évidemment ! nous sépare de Mendès-France, celui qui sépare les révolutionnaires des non-révolutionnaires. Le geste de l'ancien ministre d'Etat du cabinet Guy Mollet n'en est pas moins un de ceux qui méritent un coup de chapeau.

Sacrifier sa situation gouvernementale et peut-être son avenir politique au respect de ses convictions, témoigne d'une grandeur peu commune chez les bourgeois.

La démission de Mendès rappelle celle d'un autre grand libéral, l'Anglais John Bright, le disciple de Cobden, qui, fidèle à ses convictions anticolonialistes, démissionna du gouvernement Gladstone lorsque celui-ci fit bombarder Alexandrie en 1882, et débarquer les troupes qui devaient commencer cette occupation britannique de l'Egypte qui s'achève aujourd'hui si honteusement.

La carrière ministérielle de Bright finit ce jour-là, mais maintenant il a sa statue, ce qui est très rare en Angleterre pour un homme d'Etat. Souhaitons à M. Mendès-France, sinon de ne plus être ministre, au moins d'avoir, lui aussi, un jour, sa statue.

Des catholiques à la pointe du combat

Claude Gérard, femme courageuse, maquisarde du Limousin, qui, s'étant trouvée à Madagascar lors du massacre des 80.000 Malgaches, s'est jurée de tout faire pour que de telles horreurs ne se renouvellent pas et s'est, en conséquence, consacrée à une œuvre de propagande et de vérité, l'agence *Afrique-Information*, a été arrêtée, le mois dernier, sur l'ordre ou avec la complicité de Lacoste-Noske et de Mollet le Pleutre, pour avoir osé être allée chez les insurgés d'Algérie et avoir publié, notamment dans *Demain*, hebdomadaire socialiste, le récit de ce qu'elle avait vu.

C'est dans l'ordre !

On sait, en effet, depuis l'arrestation de Barrat pour le même motif que Claude Gérard, et l'ordre d'expulsion du journaliste de *Newsweek* suspecté d'avoir le même dessein, que le premier des crimes pour les ministres de la IV^e république, qu'ils s'appellent Faure ou Mollet, est de chercher à connaître la vérité, et de la dire. Il faut que rien ne puisse être rapporté sur l'insurrection algérienne, en dehors de ce que distribue le gouvernement à la presse et à la radio par le canal de son bureau « psychologique ».

Mais, ce sur quoi je voudrais ici attirer l'attention, c'est sur ce fait que Claude Gérard est catholique.

Elle est catholique comme Barrat, comme Bourdet, comme Marrou, tous trois également poursuivis, elle est catholique comme ces trois prêtres qui ont été expulsés de Souk-Ahras parce qu'ils étaient soupçonnés de délivrer des médicaments à tous ceux qui en avaient besoin, même si ils étaient présumés « fellagha », elle est catholique comme la « Mission de France » qui vient de prendre la défense des trois prêtres en affirmant le droit pour ses membres de « protester

sans faiblir contre les crimes, les incendies, les meurtres d'innocents venant d'un côté », mais également celui de « protester avec la même force contre les répressions collectives, les tortures, les destructions de villages venant de l'autre côté ».

Ainsi, tandis que la gauche traditionnelle, la gauche libre-penseuse, socialistes et franc-maçons, font la guerre ou l'approuvent, ou, tout au plus, formulent quelques réserves du bout des lèvres, c'est principalement à des catholiques, à des croyants que, en fait, revient l'honneur de mener aujourd'hui le plus rude combat contre le colonialisme (4).

Or, c'est là une situation toute nouvelle.

Que le catholicisme soit, à l'heure actuelle, en pleine expansion, qu'il connaisse des succès presque aussi spectaculaires que ceux de son émule, l'Eglise de Moscou, c'est là un fait indéniable, mais ce qui est plus important encore que ses progrès quantitatifs, et ce qui les explique dans une large mesure, ce sont, si l'on peut dire, ses progrès « qualitatifs » : ses progrès intellectuels et moraux. Intellectuellement, le catholicisme a abondonné, devant la science, les positions intenablement qu'il avait jusqu'à hier si obstinément défendues contre elle : non seulement il ne condamne plus Galilée, mais il admet même, aujourd'hui, officiellement, par la voix du pape, le darwinisme. Moralement, il s'inspire désormais beaucoup plus de la tolérance de Voltaire que des bûchers de Torquemada, et ce sont beaucoup plus les Droits de l'Homme que le Syllabus qu'il invoque.

La prise de position catégorique de ses éléments les plus avancés en faveur du droit des Algériens à disposer d'eux-mêmes, n'est que le point extrême de cette évolution. Une évolution qui constitue pour le catholicisme une véritable renaissance.

Depuis la Renaissance, la nôtre, celle du XVI^e siècle, ce sont les libres-penseurs, les anticléricaux, les athées, qui portèrent le flambeau du progrès humain. L'« humanisme », c'est-à-dire la recherche de la libération de l'homme de toutes les entraves, de toutes les dominations et de toutes les exploitations, fut leur œuvre, leur œuvre exclusive, et chaque conquête dans ce sens a été remportée par eux de haute lutte, et précieusement, contre l'Eglise.

Or voilà que c'est maintenant l'Eglise, ou tout au moins son avant-garde, qui reprend le flambeau de l'humanisme des mains sclérosées des « briseurs d'images » que leur victoire a engraisés et assaquis et qui laissent à l'« infâme » le soin de mener les combats qui devraient être leurs.

Ainsi se crée une situation équivoque, on peut presque dire « contre nature » — dont on retrouverait assez facilement l'équivalent à la fin du monde antique — qui ne fait pas bien augurer de l'avenir.

R. LOUZON.

(4) Il va sans dire que je n'ignore pas qu'il y a également des non-catholiques qui mènent le combat anticolonialiste. Sans tenir compte des agents de l'impérialisme russe qui soutiennent les Algériens, comme ils ont soutenu les républicains espagnols, c'est-à-dire à la manière dont la corde soutient le pendu, il y a de petits groupes révolutionnaires (*le Libertaire*, *la Vérité*), et le groupe israélien qui entoure Mendès-France, qui sont très actifs. Cependant, pour des raisons diverses, leur action n'a pas l'ampleur ou l'ardeur ou le retentissement de celle des catholiques, si bien que ce sont ces derniers qui se trouvent, en fait, à la « pointe du combat ».

APPEL AUX SYNDICALISTES DE LA RÉGION PARISIENNE

Après avoir consacré plusieurs de ses réunions à l'étude de *la situation actuelle du mouvement ouvrier en France*, le Cercle Zimmerwald a décidé, entre autres tâches, de tenter une fois encore, le rassemblement de tous les militants *syndicalistes*, quelle que soit la centrale ou l'organisation où ils se trouvent aujourd'hui adhérents, dans le but d'unifier autant que possible leur pensée et leur action.

Nous plaçons *la Charte d'Amiens* à la base de cette tentative et nous faisons appel à tous ceux — sans aucune exclusive — qui ne la jugent ni infirmée, ni dépassée. Nous restons fidèles à la lettre de la charte d'Amiens, mais plus encore à son esprit, sans que nous nous opposions, bien au contraire, à ce qu'elle soit complétée, « actualisée » pour tenir compte d'un demi-siècle d'expériences diverses.

Nous croyons donc que les bases de ce rassemblement pourraient être :

1° *lutte de classe* pour les réformes comme pour la libération du capitalisme privé et du capitalisme d'Etat sous toutes ses formes ;

2° *indépendance* à l'égard du patronat et de ses groupements comme à l'égard de tous les Etats et de tous les gouvernements ;

3° esprit et pratique de *l'internationalisme*.

Nous répétons que ces bases admises, nous ne jetons *aucune exclusive* ; nous cherchons nos éléments à « Force ouvrière » dont le dernier C.C.N. nous encourage, à la C.G.T. dont le monolithisme n'est que de façade, à la

C.F.T.C., chez les Autonomes, à la C.N.T., chez les Indépendants. Nous n'oublions aucune des expériences passées et nous voudrions, avec vous, en tirer les leçons. Nous n'oublions pas non plus les expériences actuelles qui nous ont précédés. Nous n'entendons pas les remplacer, mais les aider et les développer.

Nous demandons aux « anciens » de surmonter leur découragement et nous faisons appel aux jeunes qui cherchent leur voie.

Nous convoquons une

PREMIERE REUNION D'ETUDE

le jeudi 21 juin 1956

à 18 heures

78, rue de l'Université, Paris (7^e)

(Métro : Solférino)

Cette première réunion pourrait avoir comme objectif, en outre de jeter les bases d'une *union ou ligue syndicaliste*, l'organisation pour l'automne prochain d'une *assemblée ouvrière pour le cinquantenaire de la charte d'Amiens* et *l'anniversaire des journées de juin 1936*, sans oublier, bien entendu, *les problèmes actuels* que nous devons regarder, instruits par notre expérience, mais avec des yeux neufs.

Pour la renaissance du syndicalisme, nous espérons que nombreux seront les militants qui répondront à cet appel.

La Commission syndicale
du Cercle Zimmerwald.

Au Comité confédéral national de la C.G.T.-F.O.

FIDELITE A LA CHARTÉ D'AMIENS SOLUTION PACIFIQUE DU DRAME ALGÉRIEN

Le C.C.N. de la C.G.T.-F.O. s'est tenu les 5 et 6 mai à Amiens à l'occasion du 50^e anniversaire de la Charte qui mit un terme à la menace de politisation qu'en 1906 les guesdistes faisaient peser sur le Mouvement syndical.

Hors l'habituel débat sur l'actualité et les revendications économiques et sociales qui fit l'objet d'une résolution particulière n'entraînant aucun commentaire, ce C.C.N. fut dominé par deux questions essentielles :

1° Les méthodes de l'action syndicale

En fait, le débat qui s'instaura fut d'une portée beaucoup plus restreinte que le titre qui lui avait été donné. Les partisans d'un néo-travailleurs qui l'avaient fait inscrire à l'ordre du jour se bornèrent à introduire un débat qui devait, selon eux, avoir comme aboutissant, une révision des positions de la confédération vis-à-vis de l'indépendance syndicale par rapport aux partis et au régime parlementaire.

Il y a lieu de rappeler que se référant à la tradition d'indépendance syndicale le préambule des statuts constitutifs de la C.G.T.-F.O. stipule à ce sujet :

Les syndicats Force ouvrière, réunis en congrès national constitutif de leur Confédération Générale

du Travail, affirment solennellement leur indépendance absolue à l'égard du patronat, des gouvernements, des partis, groupements ou rassemblements politiques, des sectes philosophiques et, de façon générale, leur irréductible opposition à toute influence extérieure au mouvement syndical.

Ils rappellent l'impérieuse nécessité pour le syndicalisme, de se déterminer lui-même à l'endroit de tous problèmes de sa compétence dont il juge utile de se saisir, ce qui implique qu'il ait la pleine maîtrise de sa structure, de son administration et de ses actes, sur les plans revendicatif et gestionnaire, selon l'esprit ayant inspiré, en 1906, le Congrès confédéral d'Amiens.

Considérant que le syndicalisme ouvrier ne doit pas lier son destin à celui de l'Etat, ni s'associer à des groupements politiques quelconques, dont l'objectif est la conquête de cet Etat et l'affermissement de ses privilèges, l'organisation syndicale réalisera son programme et ses perspectives en toute indépendance.

Les syndicats Force ouvrière placent au-dessus de toute considération partisane leur souci supérieur de puissance et de cohésion du syndicalisme ouvrier. Instruits par une douloureuse expérience, ils proclament attentatoire à l'unité ouvrière la recherche systématique de postes de responsabilités syndicales par les militants de partis politiques en vue de faire du mouvement syndical un instrument des partis.

C'est donc à la fois aux statuts de la C.G.T.-F.O.

et à la Charte d'Amiens à laquelle ils se réfèrent que les révisionnistes entendent s'attaquer tout en donnant force coups de chapeau à ces vieux principes qui, selon eux, ont eu en leur temps leurs mérites, mais sont à l'heure actuelle dépassés.

Le débat fut préparé par une campagne de presse qui, des journaux politiques et européens intéressés, déborda dans tous les quotidiens. Les débats et conclusions d'une commission exécutive confédérale furent même exploités d'une façon fantaisiste pour tenter de faire croire que les révisionnistes y étaient majoritaires, ce qui est on ne peut plus faux, car entre repenser les méthodes de l'action syndicale et se borner à les dévier sur le plan de la liaison et de la commission avec les partis politiques, il y a une marge.

En fait, la conception des « travaillistes » et surtout les méthodes pour y aboutir restent aussi « floues » après qu'avant le C.C.N.

Du texte de résolution de la Fédération des ingénieurs et cadres dont le secrétaire général Richard est le leader de cette nouvelle tendance, on peut tirer les passages essentiels suivants :

« Le syndicalisme, que nous souhaitons réaliser pleinement, doit orienter et contrôler l'action des législateurs.

« La gravité de la situation lui commande également de créer d'extrême urgence les conditions de **rassemblement des organisations et des hommes libres sur des bases économiques et sociales communes.**

« Ce syndicalisme devra stimuler le pouvoir politique et lui faire prendre des engagements formels sur la base de ce **programme commun.** »

Richard qualifia ce débat de controverse entre les « anciens » et les « modernes », mais rien ne vint préciser ce qu'il y avait de moderne dans les propos de ceux qui entendent déroger de la tradition d'indépendance syndicale à laquelle étaient attachés les anciens.

Pas plus dans son intervention que dans celle de ses partenaires : Michollin de la même fédération, Dehove de l'U.D. de la Seine-Maritime, Lapevrade U.D. Charente-Maritime, Faesch U.D. du Haut-Rhin, Weber U.D. du Bas-Rhin, Vardelle U.D. Haute-Vienne (ancien parlementaire), il ne fut précisé avec qui se ferait le rassemblement. Si pour ces quatre derniers il ne semblait être question que d'un rassemblement entre F.O. et la S.F.I.O., l'entente ne semblait pas régner beaucoup entre les quelques partenaires, puisque, à Richard, ayant précisé qu'il n'était pas chimérique de tendre la main à des organisations telles que la C.F.T.C., Lapevrade précisait qu'il n'envisageait ce regroupement « ni avec Rome, ni avec Moscou ».

Aux cinq orateurs travaillistes, dix-huit autres secrétaires d'U.D. et de fédérations, certains membres de partis politiques vinrent demander des précisions qui ne furent pas données, rappeler que seul un congrès pourrait modifier la base constitutionnelle de la C.G.T.-F.O. et s'opposer dès à présent aux vagues perspectives développées.

Riquier (U.D. Somme) déclara que ceux qui préconisent un amalgame ou des alliances avec les partis ont perdu la foi dans le syndicalisme et c'est ce qui les incite à chercher une nouvelle formule. Il proposa, plutôt que de rechercher la tutelle de partis politiques, de construire un mouvement syndical qui puisse imposer sa loi au patronat d'Etat et au patronat privé.

Dercourt (Fédération des employés) indiqua qu'on n'avait pas quitté une centrale inféodée à un parti politique pour remettre le mouvement F.O. sous la tutelle de nouveaux partis.

Sidro (Fédération des employés) précisa que même en régime socialiste un mouvement syndical totalement indépendant des partis et du pouvoir restait nécessaire, c'est pourquoi les principes de la charte d'Amiens gardaient toute leur valeur.

Cathelot (U.D. Loiret) rappela que si la charte d'Amiens a 50 ans, les tentatives de politisation du mouvement syndical sont encore plus anciennes, elles ont conduit à la scission et à l'affaiblissement du mouvement syndical.

Faucounet (Fédération des métaux) s'opposa à la motion Richard, au nom de sa fédération, en précisant qu'il ne fallait pas confondre la situation sociale et syndicale française avec celle de pays anglo-saxons.

Le Rai (Fédération de l'alimentation) dit la volonté de sa fédération de maintenir la séparation du politique et du syndicalisme et réclama plus d'optimisme dans les destinées de ce dernier.

Hébert réaffirma que si la charte a 50 ans, le guesdisme est aussi âgé. Il refusa de lier le sort du syndicalisme à celui de l'Etat, instrument d'exploitation. Il mit en garde contre une conception déjà défendue par Staline : « Le syndicalisme est la courroie de transmission de l'Etat ». Il souligna que la charte d'Amiens restait la meilleure sauvegarde contre l'emprise d'une C.G.T., demain déstalinisée, qui reparlerait d'unité organique en adoptant notre plate-forme revendicative.

Charlot (Fédération de l'alimentation) réfuta la valeur des expériences étrangères placées dans un autre contexte. Souligna la similitude des positions prises il y a 50 ans tant par les partisans de la charte d'Amiens que par ses adversaires. Il demanda de ne pas entretenir le mythe que le législateur est tout-puissant, alors que seule la force syndicale est à la base des conquêtes sociales. Il rappela que tous les partis, même à dénomination ouvrière, avaient une clientèle de paysans, commerçants, classes moyennes, qui ne leur permettait pas de défendre efficacement les intérêts des travailleurs.

Peyre (U.D. Loire) souligna son étonnement de voir Richard se faire le champion d'un regroupement politique avec la C.F.T.C. comme il l'avait préconisé dans le cadre d'organismes productivistes, alors qu'il avait toujours été opposé au regroupement strictement syndical qui aurait pu être tenté avec certains éléments au lendemain de la scission. En affirmant son attachement à l'indépendance syndicale, il souhaita qu'au congrès un large débat s'instaure sur les « moyens d'action du syndicalisme » sans ramener ceux-ci aux seuls rapports avec les partis, ce qui serait singulièrement étriquer les possibilités du syndicalisme et détourner les travailleurs de l'action qui leur est propre.

Finalement, les révisionnistes comprirent qu'il était plus habile de battre en retraite et proposer une résolution qui reconnaissait qu'une solution à ce débat d'était pas de la compétence du C.C.N., mais du Congrès confédéral. Mais, très habilement, en soulignant « l'importance et le sérieux des positions développées », ils désiraient que le C.C.N. inscrive lui-même la question à l'ordre du jour du congrès, laissant croire ainsi que le C.C.N. avait été incapable de se départager, ce qui permettait de développer encore pendant six mois leur propagande tendancieuse en se servant cette fois de l'autorité du C.C.N. comme ils s'étaient servi abusivement de la Commission exécutive.

Mais pour ne pas laisser se développer cette situation ambiguë, la résolution ci-dessous présentée par Lapeyre et Sidro fut adoptée à une

très forte majorité, la poignée de « travaillistes » s'abstenant pour la plupart :

Le C.C.N. de la C.G.T.-F.O., réuni les 5 et 6 mai 1956 à Amiens, est parfaitement conscient des difficultés actuelles du mouvement syndical français ; il remarque que le désarroi général dans le monde moderne entraîne le désarroi dans le monde ouvrier victime principale des deux guerres mondiales et qui a vu ses espérances détruites par l'échec ou la trahison des révolutions faites en son nom.

Est-ce à dire que ces difficultés permettent de remettre en cause les idées générales que le syndicalisme français n'aurait jamais du cesser de suivre ?

Le C.C.N. estime au contraire que restent valables les principes conforment à l'esprit de la charte d'Amiens :

— Le syndicat reste le groupement essentiel de la classe ouvrière ;

— Le syndiqué peut participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique ;

— L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Certes, depuis cinquante ans des transformations profondes se sont opérés :

— Les « syndicalistes » communistes ont accepté, dans le présent, la domination d'un parti lequel doit pourvoir à la satisfaction de tous les désirs de la classe ouvrière ; cette domination entraîne obligatoirement, pour le futur, soit l'alliance avec l'Etat, soit l'acceptation pour le syndicat du rôle d'auxiliaire dudit Etat ; il suffit de regarder l'exemple des pays totalitaires pour connaître les résultats ;

— L'expropriation de certaines formes du capitalisme n'a pas assuré, pour autant, l'émancipation des travailleurs ;

— Au seul patronat de 1906 est venu s'ajouter dans une proportion considérable l'Etat-patron ayant donné naissance et développement à toute une classe de technocrates dont la nocivité est d'autant plus dangereuse qu'elle agit avec le prétexte fallacieux de l'intérêt général mis sous le couvert de l'anonymat et de l'irresponsabilité.

C'est en tenant compte de ces importantes transformations que peut être fixée l'attitude du mouvement syndical français :

— Le syndicat, quel que soit le parti, quelle que soit la forme de l'Etat, reste le groupement essentiel de défense de la classe ouvrière, non seulement pour ses intérêts matériels, mais aussi moraux : le travailleur entend faire respecter en toutes occasions, en tous lieux, sa dignité d'homme ;

— Le travailleur syndiqué doit être intimement persuadé qu'il n'obtiendra pas ou ne gardera pas ce qu'il n'est pas capable de gagner : le fait précède généralement le droit.

Aussi, syndicats et travailleurs ne doivent négliger aucun moyen de lutte, ils mettront toutefois l'accent sur les moyens économiques, car c'est finalement dans le domaine économique que l'action du travailleur (producteur et consommateur) peut être la plus efficace.

Si telles actions communes, alliances ou contacts peuvent être envisagés avec d'autres groupements, compte tenu de circonstances particulières ou de données géographiques, ceci ne peut être fait que dans la plénitude de la souveraineté du syndicat.

Le C.C.N. estime en définitive que le principe énoncé lors de la première Internationale reste toujours d'actualité :

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Ou elle ne sera pas.

Pour que cette émancipation soit réelle, cela exige des travailleurs une volonté de lutte, une constante recherche d'amélioration, un désir de capacité, de gestion, un contrôle permanent des délégués ; si la classe ouvrière compte sur d'autres qu'elle-même, elle doit savoir que ce sera à son détriment.

Donner cette conscience aux travailleurs, former des militants dont le rôle est primordial dans la complexité de l'économie moderne, montrer le bénéfice du rebutant mais indispensable effort du

syndiqué soucieux de ses droits et devoirs, rechercher la meilleure forme d'organisation dans le métier, l'entreprise, l'industrie et l'union interprofessionnelle sont les impératifs permanents du syndicalisme qui a la redoutable mission de s'élever à la forme universelle, sans perdre de vue la notion d'Homme, laquelle a été honteusement bajouée partout où le syndicalisme s'est laissé intégrer.

2° Le problème algérien

Dès le rapport du secrétaire général, les habituels minoritaires sur ce sujet des précédents C.C.N. furent agréablement surpris de l'enorme chemin franchi par Botnereau qui reprenait tous les arguments qu'ils avaient eu l'occasion de développer. L'intervention de Botnereau peut être ainsi résumée :

— Politique d'intégration dépassée ;

— Reconquête militaire impensable pour des syndicalistes ;

— Légitimité du désir du peuple algérien d'accéder à l'indépendance ;

— Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, doit être respecté ;

— Réformes sociales insuffisantes et trop tardives pour faire face à la situation ;

— Il y a lieu de rechercher des interlocuteurs ;

— Toute consultation électorale serait prématurée et présentement impossible ;

— Le slogan « il n'est pas de France possible sans l'Algérie » n'est pas convaincant, sur le plan économique. Car ce que nous gagnons comme producteurs dans les échanges, nous le perdons comme contribuables. L'indépendance n'empêcherait d'ailleurs pas que des liens économiques subsistent entre la France et l'Algérie.

Avec un tel appui, les militants qui habituellement développaient ces thèses dans l'opposition ou le scepticisme général devaient facilement venir à bout de la résistance d'André Larond qui fit un exposé que MM. Soustelle, Naegelen, Emile Roche, Albert Bayet ou le cardinal Saliège, ses cosignataires du manifeste pour la présence française par l'intégration et la pacification par les armes, n'auraient pas désavoué.

C'est ainsi qu'Hebert était amené à approuver la position exposée par Botnereau qui, déclarait-il, représentait « un minimum conforme aux intérêts de la classe ouvrière internationale ».

Dercourt et Peyre devaient tout à tour se déclarer d'accord avec l'essentiel des déclarations de Botnereau.

Cependant quelques réserves devaient être faites sur un point de l'exposé de Botnereau. S'agissant de justifier l'opposition de la C.G.T.-F.O. à la reconnaissance d'une centrale autonome par la C.I.S.L., le secrétaire confédéral s'exprima ainsi : « Dans un régime donné, les travailleurs ont besoin d'une organisation adaptée. Dans le cas présent, il n'existe pas d'Etat algérien, l'administration française est encore une réalité. Le rôle de l'organisation F.O. n'est donc pas terminé pour la défense des travailleurs qui restent citoyens français jusqu'à l'éclosion éventuelle d'un régime nouveau. Toute reconnaissance d'organisation algérienne devrait donc être subordonnée à l'établissement de ce régime politique autonome. »

Peyre, de l'U.D. de la Loire, devait demander que l'heureuse évolution du secrétaire confédéral soit complétée sur ce dernier point. Il se félicitait, quant à lui, que les travailleurs algériens s'organisent syndicalement, même si ce n'était pas au sein de F.O. et déclarait qu'il était du devoir de l'Internationale de les aider à organiser une centrale qui réponde à leurs aspirations tout en étant conforme aux principes du syndicalisme.

En vertu du principe que le mouvement syndical

dical n'a pas à se préoccuper du régime politique pour agir, il niait que le mouvement syndical dût dépendre de la forme de l'Etat ou les formes d'organisation du syndicalisme être subordonnées à l'existence de cet Etat.

Il déclarait qu'il était au contraire souhaitable que le mouvement syndical précède la mise en place du régime politique afin de l'influencer et le contrôler et ne pas avoir seulement à le subir.

Il rappela l'heureuse existence de l'U.G.T.T. en Tunisie qui, dès l'autonomie proclamée, s'attaquait aux féodaux tunisiens eux-mêmes et déclenchait une grève même chez le président du Conseil, avec lequel elle avait pourtant fait cause commune dans la lutte pour l'indépendance nationale. Un syndicalisme autochtone était, devait-il déclarer, la meilleure école de démocratie et le meilleur antidote au nationalisme exacerbé.

Après de fructueux débats en commission et malgré l'opposition de dernière heure d'un délégué ancien parlementaire d'Algérie, du secrétaire F.O. du Maroc et de Le Bourre, qui crut utile de reprendre les déclarations intempestives qu'il avait faites au dernier congrès de la C.I.S.L. de Vienne, la résolution, dont on lira ci-contre l'essentiel, fut votée, par appel nominal, à une très forte majorité, puisqu'une dizaine d'U.D. ou fédérations seulement votèrent contre, et avec le vote favorable des courageux délégués des U.D. de Constantine et de Tunisie pour qui, il faut le reconnaître, une telle résolution nécessitera dans le climat actuel d'orageuses explications pour être admise par leurs adhérents d'origine européenne :

Le C.C.N. de la C.G.T.-F.O., réuni les 5 et 6 mai 1956 à Amiens, après un examen attentif du drame algérien, constate :

1) *Que la politique dite « d'intégration » est largement dépassée ;*

2) *Que le mouvement syndical pour rester fidèle à sa vocation pacifique et anticolonialiste doit affirmer une nouvelle fois qu'une solution au conflit algérien ne saurait être trouvée dans une épreuve de force.*

Dans ces conditions, le C.C.N. estime que l'intérêt véritable des peuples et des travailleurs algériens et français implique que tout soit mis en œuvre pour obtenir rapidement un cessez-le-feu.

En conséquence, le C.C.N. lance un appel angoissé aux antagonistes pour que les armes se taisent et fassent place à la discussion.

Afin de créer les conditions favorables au cessez-le-feu, le C.C.N. réclame le limogeage immédiat de tous ceux qui, dans l'administration et la police, portent par leurs agissements une lourde part de responsabilité dans la tragique situation actuelle et demande la mise au pas des ultras qui aggravent chaque jour la tension.

Par ailleurs, il condamne et réprovoque toutes les exactions et tous les crimes commis au nom de tous les nationalismes en Afrique du Nord.

Le C.C.N. réaffirme les principes de l'internationalisme ouvrier.

Il rappelle que les réformes politiques, pour nécessaires qu'elles apparaissent, ne sauraient à elles seules conduire à l'émancipation des travailleurs.

En conséquence, le C.C.N. mandate le Bureau confédéral pour qu'en accord avec les organismes de la C.I.S.L. il agisse en vue de la sauvegarde des intérêts des travailleurs.

LE CONGRÈS DE L'UNION DES SYNDICATS F.O. DE LA RÉGION PARISIENNE

Trois questions ont passionné le Congrès de l'U. D. de la région parisienne qui s'est tenu les 21 et 22 avril : les finances de l'Union ; la situation en Algérie ; le « travaillisme ».

Les critiques formulées sur le rapport moral et d'activité peuvent se résumer dans cette remarque d'un délégué : « Ce rapport reflète beaucoup plus l'activité des syndicats que celle de l'U.D. »... — « C'est un compte rendu fidèle », devait répondre le secrétaire général. Fidèle certes, hélas ! aurait-on pu ajouter.

Mais les critiques devaient être plus nombreuses encore sur le rapport financier. Il faut reconnaître qu'elles traduisaient en réalité les difficultés des syndicats reprochant à l'U. D. de ne pas les aider suffisamment et au trésorier de thésauriser les fonds. Celui-ci ne devait pas s'y tromper lorsque dans son intervention il affirmait que : « s'il lui fallait répondre aux critiques, ce ne serait pas une réponse au rapport financier, mais au rapport d'activité qu'il devrait faire »...

Ce souci des délégués devait se concrétiser à nouveau dans le vote d'une résolution invitant la C.E. à verser un million à la Caisse de solidarité, pour chacun des exercices 56 et 57.

La plupart des délégués qui abordèrent la tribune sur la question algérienne étaient favorables à un cessez-le-feu et à l'ouverture de négociations. Certaines de ces interventions posaient clairement tous les problèmes que soulève la situation actuelle et analysaient objectivement les conséquences de la politique du gouvernement (préfigurant en quelque sorte l'intervention de Bothereau au C.C.N.).

Les objections formulées ne procédaient, par contre, d'aucune analyse. Les uns se bornant à affirmer que l'Algérie c'est la France et les fellagha des rebelles ; les autres, bien que se déclarant d'accord sur le fond, ajoutant qu'une telle position serait exploitée par la C.G.T. pour nous entraîner à l'unité d'action. Argument toujours très apprécié, qui ne résout rien, mais qui évite la difficulté.

Les congressistes s'étant séparés sans avoir eu le temps de voter les traditionnelles résolutions, il est difficile de savoir laquelle de ces positions pouvait recueillir une majorité.

Prétendre que la question « travaillisme » fut examinée sérieusement serait très exagéré. Disons qu'elle devait être abordée, une première fois, à l'occasion de la discussion d'une proposition de modification des statuts demandée par le Syndicat des Administratifs et Techniciens de la R.A.T.P. tendant à supprimer l'article 22. Cet article interdisait aux membres de la C.E. ou du Bureau de faire acte de candidature à une fonction politique ou d'appartenir aux organismes directeurs d'un parti. La candidature ou l'appartenance entraînant ipso facto la démission de la fonction syndicale.

Cette proposition devait être retirée par son auteur avant même que s'ouvre la discussion. Le syndicat de la R.N.U.R. allait la reprendre à son compte, sous une forme plus modeste, visant seulement à ce que la candidature à un mandat politique n'entraîne pas la démission de la fonction syndicale. C'est seulement si le candidat est élu que la démission sera automatique.

Une nouvelle rédaction de l'article 22 a été fina-

lement adoptée par 525 voix contre 294 et 171 abstentions. En fait, la différence entre l'ancien et le nouveau texte est très mince. Elle consacre d'ailleurs un état de fait et ne porte nullement atteinte aux principes de la Charte d'Amiens.

Le « travaillisme » devait être abordé, une seconde fois, en fin de Congrès, par un délégué, dans une intervention très intéressante. Expliquant la position de la Fédération des Ingénieurs et Cadres, son propos était surtout d'apporter quelque clarté sur ce qu'on a qualifié de « travaillisme », terme qu'il conteste formellement. Malheureusement les circonstances se prêtaient peu au débat qu'il souhaitait et ceux qui espéraient se faire enfin une opinion restèrent sur leur faim.

La discussion qui s'ensuivit constitua un véritable dialogue de sourds, au cours duquel, bien que parlant très fort, personne n'ait pu se flatter de se faire comprendre... ce qui n'a rien d'extraordinaire lorsqu'on ne parle pas de la même chose.

Conclusion, ce ne fut pas ce qu'il est convenu d'appeler un « grand » congrès, ni même ce que l'on pourrait espérer d'une Union des syndicats de la région parisienne. Beaucoup trop de temps perdu à discuter de questions secondaires et pas assez consacré à approfondir les problèmes essentiels, ceux que le mouvement syndical doit résoudre s'il veut répondre à ce que les travailleurs attendent de lui.

Un peu plus du tiers des syndicats adhérents à l'Union étaient représentés. Il est manifeste que pour beaucoup, l'U.D. n'a d'autre utilité que de redistribuer sous une forme ou sous une autre l'argent qu'elle reçoit par ailleurs. On a parlé à ce

sujet d'évolution nécessaire, de réformes de structure. Personne n'a indiqué pourquoi, comment et dans quel sens ces réformes devaient être réalisées. Peut-être faudrait-il réformer nos méthodes de travail en commençant par les congrès...

Celui-ci avait procédé comme de coutume à l'élection de la commission exécutive. Réunie séance tenante, elle devait élire son bureau et les secrétaires permanents. Tirant la conclusion des débats, le secrétaire général sortant ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat à la direction de l'U.D. Par contre, le trésorier sortant, candidat, ne fut pas réélu.

La presse a cru devoir tirer de ces modifications certaines conclusions. Elles sont fausses. Ce n'était un secret pour personne qu'il existait un malaise à l'Union des syndicats de la région parisienne. Le sectarisme, l'intolérance en sont à l'origine. Les opinions non conformes étaient suspectes et ceux qui les exprimaient ouvertement étaient éliminés ou absorbés. Tant que les dirigeants furent solidaires, tout alla bien. Mais il arriva qu'ils s'entredéchirèrent. Dès lors le malaise s'extériorisa et, à la veille du congrès, chacun reconnaissait que les choses ne pouvaient continuer ainsi.

Il n'y a dans la conclusion de cette situation aucune lutte de tendances ni aucune orientation à gauche, à moins que ce terme ne veuille signifier : désir de voir l'Union remplir pleinement son rôle.

Les changements ? Réaction contre l'état d'esprit évoqué plus haut, pour plus de démocratie, pour une participation plus grande des syndicats (et des syndiqués) à la vie de leur Union.

Lettre de Tunis

LE STATUT DES OUVRIERS AGRICOLES

Depuis le 1^{er} mai, les travailleurs agricoles de Tunisie sont dotés d'un statut.

Un décret du 30 avril 1956 fixe à 2.700 heures par an, pour 300 jours de travail effectif, la durée légale maximum du travail.

TROIS ZONES DE SALAIRES. — Le salaire minimum journalier de l'ouvrier agricole ordinaire, âgé d'au moins 18 ans, est fixé à 350, 325 ou 300 fr. suivant la zone.

HEURES SUPPLEMENTAIRES. — 25 % de majoration pour les heures supplémentaires (excepté pour les gardiens et les bergers).

PRIMES DE TECHNICITE. — Elles vont de 15 à 20 % du salaire, suivant la spécialisation.

Les ouvriers qualifiés, comme les greffeurs, tailleurs de vigne, d'oliviers et d'arbres fruitiers, ouvriers d'entretien du matériel, touchent une prime égale à 66 % du salaire minimum journalier.

PRIMES D'ANCIENNETE. — 5, 10 ou 15 % de 3 à 6 ans, de 6 à 9 et après 9 ans.

PRIME DE CAMPAGNE. — Elle est de 10 % des salaires perçus pour tout ouvrier ayant participé aux travaux de la récolte.

AVANTAGES EN NATURE. — Ils sont librement débattus au moment de l'embauchage. Les avantages en nature coutumiers ne peuvent venir, en aucun cas, en déduction des salaires minimum en espèces, ni être supprimés.

Les produits de la ferme consommés par les ouvriers leur seront cédés au prix de vente par le producteur.

REPOS HEBDOMADAIRE. — Il est de 24 heures consécutives (non payées). En cas de travaux urgents, compensation dans les 30 jours qui suivent.

TOUTE JOURNEE COMMENCEE... N'EST PAS DUE. — Lorsque la durée effective du travail ne dépasse pas la moitié de la durée légale de celui-ci, les taux de salaires minimum journaliers sont réduits de moitié.

Il n'est payé qu'une demi-journée, en cas d'interruption d'une séance de travail pour cause accidentelle. « Les travailleurs occasionnels, ainsi que les femmes peuvent être rémunérés à l'heure. Dans ce cas, le salaire minimum horaire s'obtient en divisant le taux journalier par la durée journalière légale du travail à l'époque considérée. »

CAISSES SOCIALES AGRICOLES. — Il est institué un réseau de caisses sociales agricoles : service d'allocations familiales, de vieillesse et, le cas échéant, d'autres prestations à caractère social.

Le taux de l'allocation familiale uniforme — par jour et par enfant à charge, jusqu'au cinquième inclusivement — sera fixé par arrêté du président du Conseil.

GARANTIES. — Des garanties sont prévues pour l'ouvrier permanent à qui l'employeur assure un travail régulier. Le montant de l'indemnité de licenciement peut aller jusqu'à 90 jours, sans préjudice des dommages et intérêts pour renvoi abusif.

L'interruption momentanée motivée n'entraîne pas la rupture du contrat de travail, si elle est inférieure à 3 mois. « Au delà du troisième mois d'interruption motivée, l'ouvrier conserve un droit de priorité d'embauchage pendant un nouveau délai d'un an. »

COMMISSIONS DU TRAVAIL AGRICOLE. — Ces commissions ont pour tâche d'étudier les problèmes que pose, à l'échelon de la circonscription, l'application de la législation du travail agricole ou son développement — et de formuler des propositions se rapportant à la répartition de la durée légale par période, par région, par mode de culture ; rémunération des travaux à la tâche ou aux pièces, avec assurance qu'elle soit au moins équivalente à celle d'un travailleur à la journée.

Chaque commission comprend trois représentants des patrons et trois représentants des ouvriers — désignés par le caïd parmi les personnes proposées par les organisations syndicales patronales et ouvrières les plus représentatives, ou, à défaut de propositions, choisis par le caïd.

Réunie à la diligence du caïd, chaque commission de travail agricole est présidée par lui ou son représentant, avec l'assistance de l'inspecteur du travail et de l'ingénieur des services agricoles ou leurs représentants.

SALAIRES DES FEMMES ET DES ENFANTS. — « Art. 3. — Les enfants au-dessous de 18 ans et les femmes ne peuvent être rémunérés à des taux inférieurs à :

85 % en ce qui concerne les femmes ;
75 % en ce qui concerne les enfants de 16 à 18 ans ;
33 % en ce qui concerne les enfants de moins de 18 ans.

du salaire minimum journalier de l'ouvrier ordinaire âgé de plus de 18 ans, dans la circonscription considérée. »

Farhat Hached, en 1951, avait élaboré un projet de statut des ouvriers agricoles, mais ses efforts et ceux de ses successeurs à l'U.G.T.T. n'avaient pu aboutir. Il aura fallu rien de moins qu'une révolution pour faire mentir la devise des patrons de l'agriculture : « Maîtres après Dieu ! » C'est sur la « demande expresse » des Chambres d'agriculture tunisiennes que le salaire de la femme a été fixé à un montant inférieur à celui de l'homme.

C'est également aux patrons agriculteurs qu'il faut imputer la création de la troisième zone à 300 fr. les 75 % et 33 % pour les enfants de 16 à 18 ans et de moins de 16 ans — au lieu de 85 % pour les enfants de 15 à 18 ans.

Les patrons aussi n'ont pas voulu :
de la fourniture du logement ni autres avantages (habits de travail, élevage de bête, bois...) ;
de la durée légale du travail fixée à 8 heures par jour ;

ni fixer à 64 heures par semaine la présence des gardiens ;

ni des 15 jours de préavis en cas de licenciement : 8 seulement ;

ni des fêtes légales, ni du repos hebdomadaire payés. Le texte est muet sur les congés payés, sur l'interdiction d'employer les enfants de moins de 15 ans...

Il a fallu sacrifier à « la nécessité de conserver l'union forgée dans la lutte pour la libération du pays ! »

Bien que les augmentations de salaires se montent à 28, 25 et 22,3 % suivant la zone (à remarquer que les régions favorisées bénéficient des plus forts pourcentages), elles sont encore loin de permettre à l'ouvrier agricole de vivre décemment. Il lui faudrait 360 francs par jour pour que lui soit restitué son pouvoir d'achat d'il y a 60 ans, en se basant sur les prix officiels de gros à la production du blé et de l'huile. Or les prix de détail de ces denrées de première nécessité ont augmenté dans bien d'autres proportions que les prix de gros. L'huile d'olive est à plus de 400 francs le litre et il y a un marché noir du blé : 6.000 à 7.000 francs les cent kilos, au lieu de 4.200 francs prix officiel.

Les ouvriers agricoles — 1/3 de la population tunisienne — qui gagnent moitié moins que les ouvriers industriels, vivent donc moins bien qu'en 1930 alors que les progrès réalisés avec les engrais et le machinisme permettent à l'agriculture de connaître un essor considérable dont les patrons sont seuls, pour le moment, à profiter, avec l'intention bien arrêtée de continuer.

« L'Action » rapporte ce propos d'un propriétaire terrien qui disait au lendemain de la promulgation du statut des ouvriers agricoles : « J'ai trouvé le moyen de continuer à payer mes ouvriers 150 francs la journée sans que Ben Salah ou Bourguiba puissent rien contre moi. » Cette prétention reste à démontrer, mais elle prouve que les Commissions du travail agricole auront du pain sur la planche. Et que les organisations ouvrières devront veiller au grain, même si les caïds, qui d'après le mot de Bourguiba « ont la plupart du temps quelque chose à se faire pardonner par le néo-destour », ont à cœur, ne fût-ce que pour « se ménager son appui », de faire appliquer sa loi, en l'espèce le statut des ouvriers agricoles.

N'empêche que pour la première fois en Tunisie — et il aura fallu qu'elle soit indépendante — un texte réglemente la durée du travail dans l'agriculture et qu'il constitue un fameux progrès : 9 heures par jour de moyenne au lieu de 12 et parfois 16.

Malgré les « maîtres après Dieu »,

Les grèves, au bon moment, feront le reste.

Cette année ? On dit que la récolte qui s'annonçait miraculeuse le 5 avril, serait compromise par les gelées des 11 et 12 avril. On dit... On verra bien.

HABOUS

Début mai, le Conseil des ministres tunisien a pris la décision de liquider les habous publics, dont la gestion accusait un déficit annuel de 170 millions.

Le protectorat, entre autres, a pillé largement le domaine des habous publics : 60.000 hectares, en 40 ans, ont été livrés à la colonisation. Il n'en reste guère que 20.000 à 30.000 hectares disponibles. A moins que le gouvernement ne classe habous publics les biens des Zaouias qui totalisent des centaines de milliers d'hectares. Il n'en est pas question pour le moment.

BOMBES, GRENADES, MITRAILLAGES ET... CORSES

La première quinzaine de mai a été fertile en émotions. Bombes, grenades, mitrillages, provenant de Tunisiens et de Français, ont endeuillé Tunis et sa banlieue. Puis le calme est revenu — grâce à la police tunisienne aux mains des Tunisiens — après la mise à la disposition du Haut-Commissaire de 30 policiers français de haut et bas vol et la mise à l'ombre de quelques tueurs.

Dans ces « mises », les noms corses ne manquent pas. De là à prouver qu'ils faisaient seuls le mauvais temps dans ce pays, comme le laisserait supposer la conférence de presse du ministre tunisien de l'Intérieur, au lendemain des premières arrestations, il y a une marge. Ce serait oublier que les Colonna, les Pierangeli, les Simonpoli et autres Andréi, pour méprisables qu'ils soient, n'arrivent pas à la cheville des Lucien Saint, des Peyrouton, des Hauteclocque et autres représentants de la France, haut-tireurs de ficelles pour le compte du véritable assassin, le colonialisme, que la métropole couvre depuis si longtemps de sa protection.

En revanche, je connais des Corses d'origine qui n'ont de leçon de conscience sociale et humaine à recevoir de quiconque. Au contraire, ils pourraient en donner, sans prétentions.

EXPULSION DE FRANÇAIS

« En vertu » de l'édit royal de 1778 !

Et ce ne sont ni des maquereaux, que visait surtout le royal auteur de l'édit de 1778, ni des gens de la « Main rouge », chers à la Maison de France, mais d'honnêtes ouvriers de la mine de Kalâa-Djerda, Mieux, des responsables syndicaux appartenant à l'U.G.T.T. « qui ont été toujours combattus par la direction de la mine, uniquement en raison de leur activité syndicale ».

Voilà ce que proclament leurs camarades de la mine et leur fédération dans une véhémence protestation au ministre de l'Intérieur.

Ainsi alerté — car aucune personnalité tunisienne, ni caïd ni commissaire de police de la région, n'a été prévenue — le ministre obtenait du représentant du Haut Commissariat l'assurance que l'expulsion serait rapportée.

Pendant ce temps, les trois Français étaient embarqués sur la « Ville d'Alger », à destination de Marseille !

Qu'ils soient pères de famille de 1 et 2 enfants, dans le pays depuis plus de 40 ans — l'un des expulsés serait né à Kalâa-Djerda même — qu'importe ! Des Français qui osent être des militants syndicalistes, et qui plus est des responsables d'une organisation syndicale créée par des Tunisiens : l'U.G.T.T. ! cette perpétuelle menace pour les dividendes des « pauvres » actionnaires français des mines de Tunisie et autres profiteurs.

Pas pour longtemps, heureusement.

La Tunisie désormais indépendante et souveraine obtiendra le retour dans leurs foyers des trois expulsés du 31 mai, et elle veillera à ce que la liberté de ses amis ne soit plus menacée impunément. Nous en avons la conviction profonde.

J.-P. FINIDORI.

(1) Les biens habous sont des biens de main-morte dont la nue propriété est laissée, en vertu de la loi coranique, à des organisations religieuses ou charitables.

L'Algérie et le Proche-Orient

Nous avons reçu du camarade Gallienne, qui habite Damas depuis plusieurs années, la lettre suivante sur les répercussions qu'a la guerre d'Algérie sur la situation de la France dans les pays du Proche-Orient :

Comme tous les peuples arabes, et peut-être plus encore que les autres, les Syriens ressentent très vivement les événements. Avec la question de Palestine, celle d'Algérie est certainement leur préoccupation dominante. Cela s'est manifesté par des grèves d'étudiants et lycéens, avec manifestations de rue. A Alep, un groupe a tenté de mettre le feu au lycée franco-arabe, mais à Damas il n'y a eu aucune violence de cette sorte. Les bâtiments français (ambassade, centre culturel, lycée) sont d'ailleurs gardés par la police depuis que les événements ont pris une tournure grave en Algérie. C'est la Syrie qui a proposé à la Ligue arabe le boycottage économique et culturel de la France. Jusqu'à présent, cette proposition n'a pas été acceptée, par suite de refus de trois pays : le Liban, l'Égypte et l'Arabie Saoudite. Dans les deux premières, la culture française est très répandue, et la fermeture des établissements français amènerait de trop graves perturbations ; par contre, je ne vois pas quelles raisons ont déterminé la position de l'Arabie Saoudite. En Syrie même, ce sont les Frères Musulmans qui poussent au boycottage culturel. Les éléments avancés font généralement la distinction entre la politique du gouvernement français et le peuple français, bien que cette distinction soit rendue plus difficile par le fait que l'actuel gouvernement, qui mène la répression que l'on sait en Algérie, est « socialiste ». Chaque fois qu'un fait de fraternisation, ou de prise de position progressive, de la part des Français, a été connu en Syrie, il a été bien accueilli.

Deux désabonnements

De Nénert, de la Haute-Vienne :

Je vous ai fait part depuis longtemps de mon désaccord avec vous sur les questions coloniales et particulièrement nord-africaines. D'autres camarades vous ont d'ailleurs écrit dans le même sens.

J'ai longtemps espéré que vous vous décideriez, en face des réalités, à réviser votre position théorique dépassée par les événements. Je restais cependant attaché à la R.P. dont l'indépendance d'esprit est une qualité si rare dans la presse actuelle.

Mais aujourd'hui le caractère vital pris par la question algérienne oblige chacun à prendre une position nette. La vôtre est sans équivoque : vous soutenez contre la France un nationalisme arabe injustifiable, doublé d'un fanatisme musulman rétrograde et sanguinaire. L'alliance de ces deux éléments, si elle triomphait en Algérie comme c'est déjà fait en Tunisie et au Maroc par la faute d'un gouvernement irrésolu et faible et d'une opinion française veule et mal informée, serait un désastre pour les populations chrétiennes aussi bien que musulmanes d'Afrique du Nord, pour la France et pour le monde libre. Seule la Russie triompherait. Mais sans doute le péril russe ne vous effraie-t-il plus depuis la déstalinisation...

En présence de cette attitude, je me vois obligé, non sans regret, croyez-le, de vous annoncer que je ne renouvellerai pas mon abonnement. Peut-être finirez-vous par ouvrir les yeux, c'est le souhait que je forme en terminant.

Ne croyez surtout pas que j'admire Guy Mollet qui, « pour complaire à l'extrême-droite » relâche Bourdet, laisse en liberté les communistes (qui votent pour lui à la Chambre) et autorise toutes les manifestations pro-fellagha, se contentant d'indire l'hommage... au pacificateur du Rif !

En effet, entre ceux qui veulent maintenir la domination française sur les peuples d'Asie ou d'Afrique, « pour leur bien », tout comme les capitalistes entendent maintenir les prolétaires sous

leur sujétion « pour leur bien » et qui trouvent Mollet trop mou dans sa conquête à l'égard de l'Algérie, entre le parti des massacreurs et ceux qui, comme nous, seront toujours avec les massacrés, il ne saurait y avoir rien de commun — R. L.

De A. Polito, d'Alger :

J'ai le regret de vous annoncer ma décision de ne pas renouveler mon abonnement à la R.P.

Je vous dois, à ce sujet, les quelques explications suivantes :

Je réprouve la position prise généralement par la R.P. sur le problème algérien. Celle que R. Louzon expose dans ses « notes d'économie et de politique » (numéro d'avril 1956) m'a particulièrement indigné.

Louzon fait preuve d'un parti pris évident ou d'une méconnaissance absolue du drame algérien quand il affirme que l'intervention de l'armée a été exigée par la bourgeoisie pour obtenir une saignée du peuple algérien. De même quand il écrit : « Les Européens d'Algérie vont pouvoir se lancer à corps perdu dans ce qui a toujours été leur sport favori : tuer du bicot ».

Ce qui a poussé la masse des Européens d'Algérie à réclamer à la Métropole l'envoi de troupes, c'est un élémentaire instinct de conservation, devant les crimes horribles des fellagha. Il est certes facile de nier cet état de fait et de raisonner froidement en se retranchant derrière des constructions théoriques, quand on n'a pas à craindre d'être égorgé le lendemain.

Je me réjouis pour ma part — et je ne crois pas pour autant renier mon passé de militant socialiste et syndicaliste — je me réjouis, dis-je, que le gouvernement français ait compris — et, avec lui, l'opinion publique métropolitaine — qu'il n'était pas possible d'abandonner à leur sort tragique les 1.200.000 Français que les exactions criminelles de quelques milliers de bandits ou de fanatiques vouaient à la mort, ou acculaient au départ.

Au lieu de condamner systématiquement les mesures prises par le gouvernement, il faudrait essayer de comprendre l'angoisse des habitants de ce pays, à la suite des massacres dont ils sont tous les jours les témoins horribles.

Pourquoi dénoncer ce que vous appelez la répression à outrance et qui n'est en fait que la défense de la sécurité des populations musulmanes et européennes ? Pourquoi feindre d'ignorer les crimes atroces commis par les terroristes ?

Le jeune instituteur Monnerot, assassiné près de Tébessa, au début de la rébellion, et auquel vous faites allusion dans votre article, n'est pas, hélas ! la seule victime innocente de ces fanatiques sanguinaires !

Cette fillette de sept ans, si sauvagement assassinée avec sept autres personnes, au Col Cakomady, avait-elle une responsabilité quelconque dans la crise algérienne ?

Et ce vieil instituteur retraité de 82 ans, M. Paris, qui fut trouvé assassiné à Sidi Messrich, oreille, poignet, sexe tranchés, gorge sciée, de quel crime était-il coupable ? Pouvait-on lui en vouloir, durant sa longue carrière d'éducateur irréprochable, d'avoir mérité l'estime de la population musulmane de la région, pour qui il était un guide et un défenseur ?

Laissez-moi évoquer aussi la fin tragique de l'humble cultivateur Efner, de Duzerville. Jouissant de la sympathie générale, il se refusait à penser que les fellagha lui feraient le moindre mal. Aussi refusa-t-il de quitter sa ferme et de se replier sur la ville. Et puis, un soir, son jeune fils et lui furent égorgés, sa fillette de 16 ans violée.

Faut-il allonger une énumération aussi tragique ? Tous les jours, partout, les rebelles se livrent à des massacres d'une sauvagerie inouïe. Et le plus souvent ce sont d'humbles travailleurs, confiants dans la communauté franco-musulmane, qui sont ainsi « sacrifiés » à je ne sais quel Dieu cruel.

A quel mobile obéissent ceux qui agissent ainsi, ou plutôt ceux qui font agir ainsi ?

Qu'à l'origine de la crise dramatique qui secoue l'Algérie se trouvent des causes sociales, économiques, politiques, on ne saurait le nier.

Que les autochtones aient à présenter des revendications contre la misère et l'injustice dont ils souffrent. Qu'ils soient aussi soucieux de dignité

humaine que de pain, c'est incontestable. Mais cela ne saurait justifier les crimes des rebelles : on ne lutte pas pour la dignité humaine ou pour la justice sociale en se livrant à des exactions barbares, quasi-rituelles.

En vérité, nous assistons à une véritable guerre de religion. C'est l'Islam qui, sous le couvert du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, reprend le combat interrompu depuis des siècles.

Que cette minorité de fanatiques ou de hors-la-loi trouve des complices parmi ceux qui souffrent et qu'elle terrorise, c'est certain. Mais ce n'est pas la masse qui veut nous chasser d'Algérie ; ce sont des chefs de bande, des assassins, instruments d'un impérialisme théocratique fanatique et raciste, celui du panarabisme.

Et l'on ne peut qu'approuver le gouvernement Guy Mollet quand il proclame que son but n'est pas de faire la guerre, mais de rendre la confiance aux populations de ce pays, afin de réaliser au plus vite les réformes indispensables.

J'accepte pour ma part cette idée de réformes parce que j'ai une entière confiance en Lacoste et en Guy Mollet. Je suis convaincu que les promesses faites seront enfin tenues, que les réformes annoncées seront cette fois appliquées.

Libre à Louzon de taxer d'hypocrisie ceux qui, pour corriger les erreurs des autres, sont obligés d'employer des moyens douloureux qu'ils condamneraient quand ils étaient dans l'opposition. Mais un « cessez-le-feu » ne peut pas résulter de la volonté d'un seul camp. Il ne suffit pas, par ailleurs, de dire : « Je veux la paix » pour qu'elle se fasse.

Certes, il eût été facile aux socialistes, sous prétexte de demeurer purs, de fuir les difficultés et de laisser à d'autres la tâche ingrate de redresser une situation dans la détérioration de laquelle ils n'avaient aucune responsabilité.

Ils ne se sont pas dérobés. Cette attitude courageuse leur vaudra l'estime de tous les honnêtes gens de ce pays.

Cette lettre de A. Polito n'est pas la seule qui annonce la rupture avec la R.P. Je continue à m'étonner de ces découvertes... à retardement. La lutte pour la libération des peuples colonisés a orienté la R.P. depuis sa fondation, au même titre que la lutte contre le stalinisme.

Ceux qui reprochent au gouvernement... sa mollesse dans la répression, n'appellent qu'une réponse, ayant le caractère d'une profession de foi : « Nous sommes, nous avons toujours été du parti des persécutés, des déportés, des massacrés contre les partis des persécutés, des déportations et des massacres... » Ceux que cette solennelle affirmation étonne, heurte ou irrite, peuvent en effet supporter difficilement la lecture de la R.P.

Nous publions la lettre de A. Polito parce qu'avec lui il nous semble encore possible de débattre du problème algérien... En se désabonnant de la R.P., il prouve simplement qu'il préfère ignorer ce que signifient les campagnes de la R.P. et la révolte algérienne.

Il y a déjà entre nous une différence essentielle. Nous ne nions pas les atrocités individuelles ou localisées des terroristes fellagha. Nos contradicteurs nient — et en quels termes ! — les exactions et les massacres commis par les forces françaises pendant la guerre civile actuelle et avant celle-ci.

Ainsi, le 13 avril, R. Lacoste traitant « d'ignominies » la relation exacte des répressions collectives du 4 mars à Tébessa, du 29 mars à Constantine, qui furent en effet des ignominies.

Alors, Louzon a raison d'évoquer à ce propos l'affaire des otages de la Commune. Cette exécution des otages — mesure de représailles — a figuré et figure encore sur un immense panneau cachant les 20.000 victimes de M. Thiers et de la bourgeoisie versaillaise. Parmi ces héros, figuraient justement ceux qui s'étaient opposés à l'exécution des otages.

Nous pourrions évoquer des images plus précises d'un passé récent. Quel est l'honnête homme qui pourrait nier les atrocités « impensables » commises au nom de la Résistance ? Doit-on en tirer une condamnation de la Résistance ?

Les truands pétainistes de Rivarol le font. Ils condamnent la révolte algérienne, comme la Résistance française, en dénonçant les atrocités com-

mises dans la France de 1944 et dans l'Algérie de 1956. C'est une attitude logique... imperturbablement logique, car les mêmes truands justifient implicitement l'ordre hitlérien et l'extermination des Juifs — explicitement les massacres de Casablanca, de Constantine, de Madagascar, de Tébessa, etc., par les colonisateurs français.

Il n'y a dans cet éternel débat que trois attitudes possibles. Ou bien on est contre toutes les guerres et par voie de conséquence contre toutes les atrocités de guerre, ou bien on légitime les guerres de défense et de libération, mais on refuse de se solidariser avec tout l'appareil de la « guerre totale » et on condamne particulièrement la guerre « totalitaire » menée en temps de paix contre des ennemis de classe ou de race désarmés ; ou bien on prend parti dans la guerre, on se solidarise avec les actes les plus inhumains de son parti, on flétrit au nom de l'humanité les actes du parti adverse.

Polito nous dit qu'il reste socialiste et syndicaliste. Nous n'en doutons pas. On peut être socialiste et accorder une confiance totale à Guy Mollet et Lacoste aujourd'hui, comme à Naegelen (le faussaire des élections algériennes) hier.

Mais on peut aussi être socialiste et entendre Depreux, Ch.-A. Julien, A. Phillip... sans parler de Marceau Pivert, lire avec profit les campagnes de *Demain*, dont l'orientation n'est certes pas parallèle à la nôtre.

On peut être syndicaliste... français (! ?) et entendre les héritiers de Fehrat Hached assassiné, les fondateurs de l'Union syndicale algérienne.

Enfin on peut humainement déplorer les violences subies par les familles européennes en Algérie, on peut envisager la défense des intérêts des travailleurs européens en Algérie. Mais on peut aussi contester aux Européens d'Algérie — grands et petits colons — l'autorité nécessaire pour résoudre le problème. Car chaque fois que des réformes — même timides — ont été proposées (ou même décidées à Paris), elles ont été sabotées par les Français d'Algérie.

Faut-il rappeler au socialiste Polito le triste échec du socialiste Chataigneau ?...

Mais voici dans le *Figaro* du 4 mai, l'article de Eric Ollivier, envoyé spécial, qui a interrogé les soldats et naturellement insisté sur leur volonté de faire leur devoir :

Cependant l'un d'eux déclare « qu'une longue période d'histoire était révolue, que la France allait devoir s'adapter rapidement si elle désire conserver quelque chose ici. Mais quand je vois le racisme étalé dans certains endroits, je me demande ce que réserve l'avenir. »

Est-il de meilleure réponse à ceux qui ne voient dans la révolte algérienne que les excès d'un « impérialisme théocratique, fanatique et raciste » (sic !) ?

Il y a les colons français... les petits souvent plus anti-indigènes que les gros (tels les pauvres noirs du Sud des Etats-Unis plus ennemis des blancs que les capitalistes). Il y a les fellagha dont la misère explique les excès. Il y a aussi des représentants authentiques du peuple algérien qui s'appellent Fehrat Abbas et Messali Hadj. Ce sont là les « interlocuteurs valables » qu'un gouvernement socialiste aurait dû entendre... — R. H.

« Pas de pardon pour les bourreaux »

Ceux qui ont oublié le mal au nom du bien,
Ceux qui n'ont pas de cœur nous prêchent le pardon.

Les criminels leur sont indispensables.
Ils croient qu'il faut de tout pour faire un monde.

Il n'y a pas de pierre plus précieuse
Que le désir de venger l'innocent.

Il n'y a pas de salut sur la terre
Tant que l'on peut pardonner aux bourreaux.

Poul ELUARD (1945).

Syndicalisme libertaire et démocratie

La S.A.C. (Centrale syndicale libertaire de Suède) expose comme suit ses conceptions sur le rôle du syndicalisme libertaire :

Quel rôle peut jouer un mouvement syndicaliste libertaire dans un pays comme la Suède et au sein de la civilisation scandinave qui est caractérisée par une économie relativement stabilisée et où l'Etat, avec le consentement et avec la collaboration de toutes les classes sociales réalise un système de sécurité sociale. Le syndicalisme libertaire, la tendance syndicale visant à l'indépendance et l'activité socialiste constructive du mouvement ouvrier, est né en Suède avant le triomphe de la démocratie politique. Depuis ce temps-là, l'ancienne classe détentrice des moyens de production a perdu beaucoup de son ancien pouvoir et les ouvriers ont gagné du terrain, non seulement en politique, mais encore au point de vue économique et social. Le capitalisme privé a été obligé de s'adapter à des règles établies par l'Etat qui collabore avec les grandes organisations populaires. Il paraît que l'ancienne volonté de lutte socialiste a perdu presque complètement sa raison d'être. Mais en même temps il paraît que d'autres idées et motifs d'action socialistes, oubliés au cours des derniers temps, sont devenus plus actuels qu'auparavant. En effet, le syndicalisme libertaire aujourd'hui doit intensifier la discussion sociale et politique qui se produit au sein de la communauté sociale ; notre mouvement est aussi capable de prendre de nouvelles initiatives sur le terrain des réalisations pratiques. Non seulement des socialistes libertaires, mais encore des libéraux qui sont sérieusement intéressés par les questions sociales, commencent aujourd'hui à comprendre que la démocratie parlementaire ne peut pas être le dernier mot de l'évolution politique. Naturellement, il faut reconnaître que cette démocratie représente un progrès objectif comparée à l'ancien absolutisme et aux dictatures modernes de l'est et de l'ouest. Mais, tandis que les tâches collectives de la communauté augmentent, s'impose aussi la nécessité de la décentralisation et d'initiatives populaires à la base. La législation sociale a abouti à un accroissement énorme du pouvoir de l'Etat, l'appareil administratif se gonfle, et le bureaucratisme devient une force qui empêche une démocratisation progressive de la société. Mais le retour à la libre concurrence libérale d'avant la première guerre mondiale, une politique dominée par « la libre entreprise » capitaliste non contrôlée, n'est ni possible, ni désirable. Il faut de nouvelles initiatives socialistes dans un esprit de liberté. Les conceptions fédéralistes qui forment la base de l'organisation syndicaliste libertaire sont riches en idées de réorganisation sociale qui pourraient être discutées par tous les intéressés.

Mais la démocratie est-elle seulement une forme d'administration politique ? Les nouvelles et les vieilles formes d'absolutisme qui existent encore ou qui sont nées sur le terrain de l'économie, sont-elles compatibles avec le système de libertés et de droits politiques qui est à la base de la démocratie moderne ? Le libéralisme a proclamé la libération de l'homme — mais celle-ci n'a pas été réalisée, ni par le capitalisme dit libéral, ni par la démocratie à base des bulletins de vote qui — reconnaissons-le, dans certains pays a su supprimer la barbarie sociale la plus brutale de l'ancien capitalisme. Le socialisme avait proclamé l'émancipation des salariés. Une partie des socialistes croyaient que cette tâche pouvait être accomplie seulement par la concentration provisoire de pouvoirs extraordinaires, et même par le moyen de la terreur et de la dictature. La législation sociale des Etats dé-

mocratiques n'a pas été imposée par la terreur, elle est librement consentie. Mais sous ce régime, les masses populaires sont transformées lentement en objets passifs de la bienveillance du gouvernement. L'idée de l'émancipation sociale avait été différente : tous les producteurs, les grandes masses expropriées par le capitalisme privé, devaient réaliser la liaison directe entre l'homme et son moyen de production, afin que tous les hommes puissent redevenir les *sujets* responsables d'une économie sociale. Le syndicalisme libertaire a toujours proclamé que la véritable émancipation commence par la responsabilité individuelle de chaque ouvrier et son activité constructive sur le lieu de travail. Sans défendre des programmes démodés et sans croire à des recettes éternelles, le syndicalisme libertaire considère que ces idées, adaptées à l'économie moderne, pourraient provoquer une démocratisation industrielle complémentaire de la démocratie politique qui ne peut pas subsister seule. De ce point de vue, nous discutons les problèmes de la cogestion ouvrière dans toutes les industries et les formules de la coopérative de production.

Mais sur ce point — comme sur tous — le syndicalisme doit s'affirmer partisan de la tolérance, d'une conception sociale libertaire dans le vrai sens du mot. La société humaine est susceptible d'être renouvelée et réformée par beaucoup de voies parallèles et seule la coopération tolérante de toutes les forces sociales saines peut garantir un résultat satisfaisant. Le syndicalisme libertaire n'est pas un parti politique qui tend à conquérir le pouvoir pour établir un monopole politique ou économique. Au contraire, il part d'une conception sociale qui veut supprimer tous les monopoles pour édifier une nouvelle vie sociale sur une base multiple dans le cadre d'une démocratie politique et économique reconnue comme condition de base de l'évolution sociale. A ce point de vue, notre mouvement syndicaliste libertaire s'est libéré radicalement de toute aspiration totalitaire, il s'oppose à toute forme de totalitarisme non seulement de l'Etat mais aussi de certaines organisations ouvrières transformées en appareils bureaucratiques.

Le mouvement syndicaliste libertaire suédois veut aussi être une force de rénovation culturelle. La production en série, la transformation de l'homme en *objet* de la bienfaisance organisée par l'Etat avec toutes les conséquences que cette évolution implique pour la conception humaniste et libérale de la civilisation humaine, posent la question de la vie éthique et spirituelle de l'homme au sein de la société moderne subordonnée à l'organisation efficace.

En même temps qu'aux questions sociales, nous nous attaquons aux problèmes de la culture. Quelles sont les valeurs intellectuelles et morales qui peuvent orienter l'« humanisation » de la société ? Dans cette discussion, le syndicalisme lève la bannière de la liberté et s'engage pour un débat libre entre toutes les conceptions culturelles qui ne visent pas à violenter l'homme, mais qui font appel à ses forces créatrices au sein de la communauté sociale. Dans ce sens, des valeurs anciennes peuvent rivaliser librement avec des idées nouvelles, à condition que la solidarité soit acceptée comme base naturelle de tous les efforts critiques et constructifs.

Il est évident que notre syndicalisme libertaire prend aussi position contre toute forme d'isolationnisme et autarcie nationaliste. Une *organisation fédérative internationale doit se substituer aux Etats souverains actuels.*

Cercle Zimmerwald

SEANCE DU DIMANCHE 27 MAI 1956

Le programme de la séance a été quelque peu perturbé : l'absence d'un camarade espagnol nous a décidé à remettre la causerie sur le franquisme au mois prochain ; le retour d'U.R.S.S. de **Marceau Pivert** nous a amené à accepter une ample discussion sur un sujet de première importance.

Tout d'abord, **Quilloré** nous a exposé l'activité de la Commission syndicale du Cercle, qui a l'intention de réunir (sans esprit de chapelle) des militants syndicaux le **jeudi 21 juin**, à 18 heures, pour une première prise de contact vers un regroupement syndicaliste, souvent tenté, rarement réussi. Il faut que chacun apporte sa pierre à l'édifice commun, sur des principes de base bien clairs, en acceptant la cohabitation avec tous ceux qui se réclament valablement de la classe ouvrière. Sans prononcer de grands mots prématurés, tels que celui d'« Unité syndicale », il s'agit peut-être d'une tentative comparable à celle du « Comité des 22 ». Souhaitons bonne chance à cet effort !

Puis, **Lamizet** nous a donné quelques précisions sur la brochure que le Cercle doit éditer au plus tôt sur le XX^e Congrès du P. C. russe, brochure qui s'adressera avant tout aux membres du parti communiste français et les amènera peut-être à réfléchir sur des dogmes naguère intangibles et aujourd'hui démantelés.

La parole est ensuite donnée au camarade **Marceau Pivert**.

IMPRESSIONS DE VOYAGE EN U.R.S.S.

Marceau Pivert, qui a fait partie de la délégation du parti socialiste S.F.I.O. en U.R.S.S. (28 avril, 14 mai), donne ses impressions d'ensemble sur le récent tournant russe et l'attitude actuelle des dirigeants soviétiques. Il précise qu'une relation complète, des dialogues et documents établis scrupuleusement par les 12 délégués, se contrôlant mutuellement, seront publiés dans un numéro spécial de la *Revue socialiste* et qu'un compte rendu public de la délégation aura lieu le 14 juin au Palais de Chaillot.

Mais dès à présent quelques traits dominants peuvent être retenus.

Les chiffres officiels mêmes montrent que l'éventail des salaires est, en U.R.S.S., plus élargi que dans le monde capitaliste : 600 roubles pour un poinçonneur du métro de Leningrad, 6.000 pour un ingénieur, par exemple. Cela nous le savions. En revanche, il semble que les détenus des camps aient, depuis deux ou trois ans des salaires réels, comparables à ceux de la population civile (moins 30 % pour le logement et la soupe), ce qui confirme le témoignage d'un ancien concentrationnaire : l'ouvrier autrichien Fischer. Mais les barbelés restent... La promesse de fermer les camps dans un délai maximum de 18 mois demandera à être vérifiée de près.

Quoi qu'il en soit, il y a quelque chose de nouveau en Russie, qui dépasse une simple manœuvre à l'intention de l'extérieur. Les années qui viennent nous montreront l'étendue et les limites de ce « new-look » soviétique.

Ce premier contact officiel entre dirigeants communistes russes et responsables socialistes après 34 ans de rupture et de luttes impitoyables, est à lui seul un fait positif dans l'histoire de notre époque. Car la délégation socialiste n'a rien dissimulé de ses divergences doctrinales avec les dirigeants communistes. Elle a pu constater une amélioration frappante de l'atmosphère politique, au moins à un certain niveau, celui des dirigeants du Parti unique et celui des techniciens. Elle a eu l'impression également d'une amélioration du niveau de vie par rapport à 1937 (date du précédent voyage de Rosenfeld en U.R.S.S.), au moins dans les villes. Ce niveau restant d'ailleurs inférieur dans son ensemble à celui de la classe ou-

vière française. Le point sombre reste la situation des paysans à qui la collectivisation n'a pas apporté l'aisance, semble-t-il ; le problème paysan donne du fil à retordre aux dirigeants russes et explique, en partie, le tournant actuel. Il semble qu'on en revienne au lopin de terre individuel du kolchosien et que les impôts soient maintenant calculés sur la surface cultivée, comme en Occident.

L'atmosphère policière paraît nettement en régression : plus de liquidation physique de l'adversaire (les dernières victimes auraient été Béria et ses partisans), suppression de la commission spéciale du G.P.U. (l'O.S.S.O.), révision de tous les cas de condamnation en vertu de l'article 58 (crime de contre-révolution), libération déjà acquise de 60 % des détenus des camps. Tel serait déjà le bilan actuel de la nouvelle politique de « libéralisation » par en haut. Toutefois, la délégation a constaté une certaine réugnance à favoriser ses contacts directs avec la population (plus particulièrement en Géorgie) et les renseignements recueillis sur les camps de déportation sont encore vagues et difficiles à contrôler.

L'internationalisme prolétarien, qui est la raison d'être de notre Cercle, paraît fort loin des préoccupations des dirigeants russes : en ce qui concerne l'Allemagne, par exemple, ils disposent de l'avenir de son prolétariat selon les normes de nos nationalistes. « Puisque l'Allemagne de l'Ouest a réarmé, gardez vos Allemands, nous garderons les nôtres ».

Marceau Pivert garde de son voyage l'impression que cette ébauche de libéralisation ne portera ses fruits, en Russie et dans le monde, que si la classe ouvrière d'Occident, sans se laisser leurrer par les promesses d'un nouveau Front populaire, va résolument de l'avant dans la voie des conquêtes sociales et d'une politique de paix. Ce qui se passe à Moscou, donc, exige que nous soyons plus que jamais, nous, ici, fidèles à Zimmerwald.

Une discussion animée a suivi cet exposé sur l'interprétation économique et sociale de la présente évolution, sur son degré d'importance, sur son caractère véritable (tactique ou profond), sur l'insuffisance des réponses obtenues en ce qui concerne les camps de déportation, et même sur le danger que présente l'envoi de telles délégations qui a pour inconvénient de renforcer le prestige des dirigeants, tous ex-complices de Staline, mais qui a aussi pour avantage de permettre des contacts personnels directs entre la Russie et l'Occident et de favoriser une évolution salutaire qui n'est encore qu'à ses débuts.

REUNION DU DIMANCHE 24 JUIN 1956

Les membres du Cercle Zimmerwald et leurs invités se réunissent le dimanche 24 juin 1956, à 15 heures, 78, rue de l'Université, Salle des Nymphes, métro Solféрино, pour entendre nos camarades espagnols qui traiteront le sujet qui n'a pu être exposé le mois précédent :

LES GREVES ESPAGNOLES ET LA CRISE DU REGIME FRANQUISTE

Comme d'habitude, les exposés seront suivis d'une discussion entièrement libre.

A LA MAISON D'ENFANTS DE SEVRES

Deux séances d'information et d'études sont organisées par « Les Amis de la Maison de Sèvres », 14, rue Croix-Bosset à Sèvres, les jeudi 21 et samedi 23 juin à 14 h. 30 :

Autour d'un thème central : LE TRAVAIL

Compte rendu d'une étude menée en 5^e moderne.

(Les travaux groupés autour du Centre d'intérêt peuvent-ils donner aux enfants la connaissance du milieu d'une époque et les initier à l'histoire ? La forêt autour de Versailles ; grandes œuvres du moyen âge en Ile-de-France : 2 abbayes (St-Germain-des-Prés, Royaumont), 2 cathédrales (Chartres, Senlis) ; un jeu dramatique : tableaux de la vie du bon peuple de Paris au XV^e siècle).

Recherches et réalisations de la classe technique.

(Le travail de la matière textile « la plus prisée » : la soie ; ses légendes, ses voyages, l'historique de sa fabrication.)

Le gérant : J.-P. FINIDORI

Imprimerie « E. P. »,
232, rue de Charenton,
Paris (12^e).



D'où vient l'argent ?

MOIS DE MAI 1956

RECETTES

Abonnements ordinaires	81.700	
Abonnements de soutien	46.400	
		128.100
Souscription		10.100
Vente « R. P. »		3.050
Vente « Refus de parvenir »		4.550
		145.800
En caisse à fin avril		130.795
		276.595
DEPENSES		
Frais d'expédition		914
En caisse à fin mai :		
Espèces	34.396	
Chèques postaux	241.285	
		275.681
		276.595
DO :		
« R. P. » de mai		85.292

LES FAITS DU MOIS

MARDI 1^{er} MAI. — La Journée du 1^{er} Mai et marquée en France par les meetings ordinaires, et par des bagarres entre Algériens et policiers à Marseille et à Saint-Etienne.

MERCREDI 2 MAI. — Violentes manifestations à Marrakech (Maroc) au cours desquelles la foule massacre une trentaine d'anciens fidèles du Glaoui.

SAMEDI 5 MAI. — A Amiens, Comité national confédéral de la C.G.T.-F.O.

LUNDI 7 MAI. — Arrivée à Paris du Maréchal Tito.

MERCREDI 9 MAI. — Le Conseil des ministres décide l'appel de 50.000 hommes du contingent 1952-2.

JEUDI 10 MAI. — Exécution de deux Cypriotes. Dans le Constantinois, les rebelles attaquent une quarantaine de localités.

VENDREDI 11 MAI. — Projets d'accords diplomatiques présentés aux Marocains et aux Tunisiens.

DIMANCHE 13 MAI. — Elections municipales et cantonales en Sarre. Progrès des sociaux-démocrates. Le parti de M. Hoffmann maintient ses positions.

LUNDI 14 MAI. — Limogeage du chef du parti communiste britannique. L'U.R.S.S. annonce une réduction de 1.200.000 hommes des forces armées.

MARDI 15 MAI. — Guy Mollet et Christian Pineau arrivent à Moscou.

MERCREDI 16 MAI. — Le gouvernement égyptien reconnaît le gouvernement de Pékin.

SAMEDI 19 MAI. — Les syndicats C.G.T. et F.O. des ouvriers boulangers parisiens décident une grève de 3 jours. La Fédération des exploitants agricoles organise des barrages sur les routes.

LUNDI 21 MAI. — En Algérie, une section de réservistes massacrée à Palestro. Dix-sept musulmans tués par les rebelles.

MARDI 22 MAI. — Appel du gouvernement indien pour un règlement pacifique du conflit algérien.

MERCREDI 23 MAI. — Démission de M. Mendès-France, vice-président du Conseil.

SAMEDI 26 MAI. — Douze Européens tués sur un chantier près de Biskra.

LUNDI 28 MAI. — Grève des étudiants musulmans algériens de France.

MARDI 29 MAI. — A Saint-Nazaire, manifestations contre le départ des rappelés.

MERCREDI 30 MAI. — Résultat des élections municipales italiennes : Pertes communistes au profit du parti socialiste de Nenni ; avance des sociaux-démocrates ; pertes importantes des monarchistes et néo-fascistes.

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

M. Bavard (Côte-d'Or) 2.000 ; L. Beaunée (Côte-d'Or) 1.800 ; R. Boyer (Tarn) 1.500 ; Castets (Landes) 1.500 ; Centene (Paris) 1.500 ; Courdavault (Charente-Maritime) 1.500 ; Deleau (Gironde) 3.000 ; Mme Délihi (Landes) 1.500 ; Delusme (Seine) 1.500 ; N. Faucier (Paris) 1.500 ; Gassies (Landes) 1.500 ; Guenec (Seine-et-Oise) 1.500 ; Marthe Guillaume (Loire) 2.000 ; G. Hubert (Charente) 2.000 ; Jouvshommes (Seine-et-Oise) 1.500 ; E. Lacroux (Calvados) 1.600 ; Laumière (Paris) 1.500 ; Le Bras (Paris) 1.500 ; D. Martinet (Paris) 5.000 ; E. Momiche (Deux-Sèvres) 1.500 ; Nanni (Var) 2.000 ; Mme Puyoo (Landes) 1.500 ; Rosmer 1.500 ; Suant (Seine) 1.500 ; F. Valera (Paris) 1.500 ; Vedel (Seine-et-Oise) 1.500. — Total : 46.400 francs.

LA SOUSCRIPTION

Allot (Finistère) 200 ; R. Barbet (Somme) 200 ; Irving Brown (Paris) 200 ; Yves Caps (Gironde) 200 ; Clermonté (Seine) 350 ; De Boë (Belgique) 5.000 ; Désarménien (Puy-de-Dôme) 200 ; Doukhan (Algérie) 200 ; Duperray (Loire) 200 ; Ali Ferdoussi 150 ; Husson (Paris) 200 ; Lavenir (Rhône) 200 ; Lubé (Sarthe) 200 ; Jean Mahé (Finistère) 200 ; Mercier 1.000 ; Métivier (Deux-Sèvres) 200 ; Guillaume Mons (Seine-et-Oise) 500 ; Hélène Thomas (Saône-et-Loire) 200 ; Vassort (Seine-et-Oise) 500. — Total : 10.100 francs.

Entre nous

Nous voudrions aujourd'hui relever quelques extraits de la correspondance de nos abonnés et amis.

Roger Poussel, de Marseille, fils de notre regretté camarade Elisée Poussel — ancien secrétaire de la Fédération unitaire des Métaux — mort en octobre 1954 — nous dit que son père lui parlait souvent de la R.P. et du dévouement de notre équipe à la cause du syndicalisme. Il devrait bien se prendre par la main pour nous présenter une étude sur le mouvement syndical de 1956 à Marseille.

Blot, de Tours, constate après l'article de Mercier que la conférence de Puteaux s'est soldée par un bilan positif. Les courants qui ont participé à ce rassemblement doivent se grouper autour de la R.P. « Que l'on n'exclue de cet effort de renouvellement du syndicalisme que ceux qui passent leur temps à dénigrer les militants les plus actifs. » Non-conformiste, il n'approuve pas toute la R.P. mais constate que notre action est celle qui actuellement mérite le plus d'être soutenue. Enfin, après avoir invité à Tours le prochain rassemblement syndicaliste, il nous demande de faire connaître les jeunes littérateurs ouvriers qui ne sont pas encore célèbres comme Poulaille, Lime et Ragon.

Le 24 avril, Mme Chabrol, d'Arsac (Haute-Vienne), nous annonce que son mari, gravement malade, ne peut continuer son abonnement à la R.P. « que nous aimions pourtant bien recevoir. » Nous lui répondions immédiatement en lui demandant d'accepter le service gratuit de notre revue. Elle nous faisait part de la joie éprouvée par son mari en recevant notre lettre le 28 avril. Hélas ! il est mort dans la soirée de ce même jour. Que notre camarade sache que nous avons ressenti une profonde émotion en voyant partir un ami dont l'une des dernières pensées a été vers nous.

Il ne nous est malheureusement pas possible publier la lettre d'une amie, professeur dans la Loire, qui vient d'accomplir, à l'égard d'un autre de nos amis, un geste délicat et discret d'intelligente solidarité. Ce qui nous réconforte, c'est qu'elle place son geste sous le signe du « Refus de parvenir » et qu'elle évoque le souvenir d'A.-V. Jacquet.

Notre courrier et les simples talons des mandats reçus nous révèlent chaque jour des noms de militants volontairement obscurs dont la fidélité nous est sensible. Mais ils sont légion et répugnent à toute publicité.

Le roman-témoignage de

— A.-V. JACQUET —

REFUS DE PARVENIR

(Vie d'un jeune instituteur campagnard
au début du siècle et naissance du syndicalisme)

EST PARU

Prix : **650** francs

Editeur **Camille BELLIARD**

« L'AMITIE PAR LE LIVRE »

BLAINVILLE-SUR-MER (Manche)

C.C.P. 66.66 Paris

On peut adresser les commandes avec leur montant à la « Révolution
Prolétarienne », 14, rue de Tracy, Paris (2^e). C.C.P. Paris 734-99.